

PRENUMERATA

w Paryżu i na prowincji:

KWARTALNIE..... 4 fr.
 PÓŁROCZNIE..... 8 fr.
 ROCZNIE..... 15 fr.

Zagranicą:

ROCZNIE..... 18 fr.

TELEFON:

TRUDAINE 61.42

POLONIA

REVUE HEBDOMADAIRE POLONAISE

PARAISANT CHAQUE SAMEDI

ABONNEMENTS

Paris et Départements:

TROIS MOIS..... 4 fr.
 SIX MOIS..... 8 fr.
 UN AN..... 15 fr.

Etranger:

UN AN..... 18 fr.

TÉLÉPHONE:

TRUDAINE 61.42

REDAKCJA I ADMINISTRACJA — 3 bis, rue La Bruyère, 3 bis — RÉDACTION ET ADMINISTRATION

LES AMBITIONS DE LA PRUSSE
S'ACCOMPLISSENT

La chute de Riga et l'invasion de la Livonie rappellent l'attention inquiète des Alliés sur les projets ambitieux nourris depuis longtemps par les Pangermanistes, publiés par eux, répandus par eux dans le monde entier, et dont on avait cru jadis pouvoir se moquer un peu.

« Partout où résonne la langue allemande, là se trouve aussi la patrie allemande ! »

Tel était l'orgueilleux programme que les patriotes allemands du *Tugendbund*, de tous les *Bunde* et de tous les *Vereine*, qui ont fait retentir leurs vociférations chauvines dans les brasseries de la Vieille Allemagne, depuis la chute de Napoléon I^{er}.

Voilà cent ans que les nationalistes allemands se sont donné ce programme de conquête germanique. Mais sous l'influence d'économistes comme Frédéric List et de poètes comme Becker, l'auteur du *Rhin allemand* auquel Alfred de Musset en 1840 donna une réplique si éloquente; sous l'influence d'hommes d'Etat comme Bismarck, de philosophes et d'historiens comme Hegel, Fichte, Ranke, Mommsen, Treitschke, Lamprecht, la conquête germanique est devenue bien vite la *fringale pangermaniste*.

Les terres où résonne la langue allemande ne suffisent plus ! Il faut aussi les terres où elle résonna jadis, il faut même celles où elle aurait dû résonner !

Lorraine, Bourgogne, Franche-Comté, terres allemandes, volées à l'héritage allemand, terres germaniques des anciens Burgondes, vous devez rentrer dans le giron de l'Allemagne : des savants à lunettes vous réclament, soutenus par des 420 et des gaz asphyxiants.

L'armée de Joffre à la bataille de la Marne a fort heureusement calmé ces Messieurs.

Et vous, Courlande et Livonie lettonnes, terres des Porte-Glaives, abreuvées de sang par les Teutoniques à l'exemple de la Lithuanie, terres où résonne encore la langue allemande dans les châteaux des barons baltes, la grande patrie allemande vous appelle et vous ouvre ses bras. La Prusse victorieuse vient d'effacer Grunwald !

Après la Pologne conquise, vous avez connu l'invasion, et je ne vois pas encore de Joffre ni de victoire de la Marne pour vous délivrer.

De ce côté-ci du champ de bataille, dans nos plaines d'occident, nous sommes tranquilles. Le flot est arrêté, son recul a déjà commencé. Son recul sera même d'autant plus sûr, que son expansion sera mieux assurée de votre côté, provinces baltiques, terres lithuaniennes et polonaises.

L'Allemagne dévorante a besoin d'espace, besoin de terres nouvelles ; elle les prend sur la Russie qui abandonne un bien qu'elle avait mal acquis. Que dire à cela, sinon que c'est parfait ?

S'il est quelqu'un qui puisse, en face de ces conquêtes, pratiquer la politique de *neutralité*, il semble bien que ce soit la France, que ce soit l'Angleterre et ses alliés. Que nous fait à nous Riga et Vilno, et même Varsovie ?

C'est Mézières que nous voulons délivrer, c'est Lille que nous voulons sauver ! C'est Strasbourg et Metz que nous voulons reprendre et que nous sommes assurés de recouvrer par un moyen ou par un autre.

Riga, Vilno, Varsovie ? Qu'elles se défendent elles-mêmes après tout, et s'il se trouve qu'elles acceptent le joug, ou qu'elles soient *neutralistes*, vraiment nous ne saurions les sauver malgré elles !

Au Congrès de la paix, il n'y aura point de place pour les neutres qui n'auront rien fait, alors qu'ils auraient dû combattre. C'est en considération de leurs sacrifices *librement consentis* que seront traités les peuples.

L'Allemagne le sait, et elle pousse ses conquêtes pour se donner des gages toujours plus nombreux. Elle dépouille peu à peu l'empire des tsars des injustes conquêtes de Pierre et de Catherine. Elle détache de la Moscovie les peuples « *alloènes* », les assujettis qui ne sont ni de race, ni de religion, ni de langue moscovites.

Elle détache tous ces peuples que le tsarisme s'est annexés sans droit et sur qui, depuis un siècle et demi, pèse sa barbarie orientale, obstacle incoercible à tout progrès.

Elle les détache, mais sans les libérer. Elle les prend au contraire pour elle ; elle les rattache à son char de vainqueur ; elle les charge de servitude ; elle apporte un peu d'air, de lumière et de propriété dans leur prison, mais elle en cadénasse toujours la porte.

Voilà la liberté allemande des Beseler, des Hindenburg et des Hohenzollern. L'Allemagne, avilie dans ses appétits de conquête, de profit et de domination orgueilleuse, est incapable d'en comprendre d'autre.

Et c'est parce que l'Allemagne, corrompue par la Prusse, s'est livrée tout entière à cet esprit bestial ; c'est parce que l'Allemagne est devenue un instrument dangereux aux mains des hommes de fer que sa servilité reconnaît pour ses chefs ; c'est parce que l'Allemagne devient plus monstrueuse encore par la conquête « du fumier slave », où la plante allemande doit grandir de nouveau ; c'est pour cela que la France pacifiste, l'Angleterre prudente et l'Amérique démocratique, d'accord avec l'Italie échappée de la Triple-Alliance, ont décidé de poursuivre, d'étreindre et d'abattre l'Allemagne s'il le faut, pour lui faire lâcher prise et libérer la Pologne, la Lithuanie et les provinces baltiques.

Tous les Polonais de bon sens comprennent cela ; leur raison et leurs sentiments les éloignent de la Prusse et de l'Autriche allemande ; ils sont pour les Alliés ; ils ne sont pas *neutralistes*.

GEORGES BIENAIMÉ.

LA POLOGNE AUX HABSBOURG

La constitution sur la frontière orientale de l'Empire allemand d'un Royaume de Pologne indépendant créerait à l'Allemagne de très graves difficultés intérieures. La réunion de la totalité des territoires polonais à l'Autriche transformerait celle-ci en Etat à majorité slave, et l'Allemagne n'aurait nulle raison de s'en réjouir.

Il est hors de doute qu'au fond l'Allemagne souhaite la restitution de la Pologne à la Russie. Tel était le but véritable de la piteuse comédie du 5 novembre dernier, car il ne faut pas oublier qu'au moment même où les deux empereurs lançaient leur manifeste au peuple polonais, leurs chancelleries préparaient la paix séparée avec la Russie, grâce à la complicité criminelle de Sturmer et de Protopopov.

L'ex-chancelier, von Bethmann, se refusait d'annexer purement et simplement le Royaume de Pologne à la Prusse malgré les réclamations des conservateurs. Cette résistance fut une des causes de sa chute.

Michaelis, l'homme nouveau, tenta d'inaugurer une politique nouvelle. A son premier voyage officiel à Vienne il exposa au comte Czernin, ministre austro-hongrois des affaires étrangères, son projet de *Mittel-Europa*. Nous publions ailleurs des révélations extrêmement intéressantes à ce sujet. Cette future *Mittel-Europa* comprendrait l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie et toutes les terres de l'ancienne République de Pologne. Michaelis demandait l'acceptation entière de ce plan, et en récompense l'Allemagne laisserait à l'Autriche les mains libres dans la question polonaise.

Bien que la dynastie des Habsbourg rêve depuis longtemps de reconstituer le Royaume de Pologne sous son sceptre, le plan de Michaelis a paru inacceptable à Vienne, car il signifierait la suprématie absolue de Berlin dans cette future confédération.

Le chancelier revint à Berlin, consulta l'empereur, et quelques jours plus tard le secrétaire d'Etat, von Kühlmann, se rendit à Vienne. Il s'est entretenu avec le comte Czernin des affaires polonaises et, semble-t-il, il s'est laissé convaincre et accepta pour le règlement de la question polonaise la solution autrichienne qui est la réunion de l'ancienne Pologne russe à la Galicie sous le nom d'un « Royaume de Pologne ». Ce royaume entrerait dans la monarchie austro-hongroise comme un troisième Etat et les mêmes règles présideraient actuellement aux relations de l'Autriche et de la Hongrie seraient appliquées à la Pologne. La monarchie dualiste deviendrait alors *trilateraliste*, et le premier résultat de cette réforme serait d'*astreindre tous les Polonais au service militaire obligatoire dans les armées austro-hongroises*, puisque l'armée est commune en Autriche-Hongrie.

C'est donc toujours la question militaire qui est l'axe de la politique austro-allemande en Pologne. Les Empires Centraux ont besoin de ces quelques centaines de milliers d'hommes capables de porter les armes, et c'est pour avoir une raison de les enrégimenter que Berlin et Vienne préparent un nouvel « acte magnanime ».

La « *Vossische Zeitung* » prévoyait que le manifeste des deux empereurs sanctionnant les résultats des pourparlers entre le chancelier de l'Empire et le comte Czernin, sera promulgué vers le 10 septembre. Au moment où nous écrivons, l'acte ne s'est pas encore produit.

En tout cas il ne changera en rien notre point de vue. Nous nous rendons parfaitement compte que tout ce que les Allemands et les Au-

trichiens peuvent faire maintenant en Pologne n'est que provisoire, car seul le Congrès de la Paix résoudra la question de l'indépendance de la Pologne.

L'Allemagne se sent trahie, donc elle manœuvre pour se donner l'allure libérale et démocratique. Peut-être prépare-t-elle une nouvelle proposition de paix pour l'hiver, et veut-elle séduire M. Wilson?

Que serait cette nouvelle Pologne? Les Allemands s'opposent catégoriquement à la réunion au nouvel Etat polonais de la Posnanie et de l'embouchure de la Vistule.

Bien plus : ils se réservent quelques régions de l'ancienne Pologne Russe « pour rectifier les frontières stratégiques ».

Or, notre programme à nous tous c'est la *Pologne libre, entière et indépendante*! Nous ne reconnaitons pas le nouveau régime en Pologne pas plus que nous n'avons reconnu le « royaume, du 5 novembre ». Nous le proclamons bien haut car il nous semble que c'est même notre devoir, parce que nous sommes ici en terre libre, et nous pouvons franchement exprimer notre pensée.

Il n'en est pas de même pour nos compatriotes du pays, sur les sentiments desquels nous possédons des renseignements exacts et aussi nous n'avons aucun conseil à leur donner. L'immense majorité pense comme nous, mais il faut bien se taire, car l'envahisseur est là.

Dans la douleur les Polonais attendent avec confiance le jour où leur ennemi le plus dangereux et le plus perfide — l'Allemagne — sera vaincu. Le tsarisme russe, un autre ennemi de la Pologne, est tombé soudainement. Le militarisme prussien tombera aussi — nous le croyons.

CASIMIR SMOGORZEWSKI.

Les Polonais d'Autriche

Qualis mutatio rerum!
Czas, 2 août.

Au moment où la guerre européenne a éclaté tous ceux qui avaient quelque idée de la question polonaise ont compris que le point noir était en Galicie. On savait que les Polonais de Prusse, bâillonnés par une main de fer, mais endurcis dans les combats contre le germanisme, resteraient fermes et inébranlables dans l'attente de la délivrance. On savait qu'en « Pologne russe » les fautes et les crimes du tsarisme n'avaient pas affaibli la vieille haine de l'Allemand. Mais en « Pologne autrichienne » qu'allait-il se passer?

Un groupe nombreux de Polonais s'étaient adaptés au régime autrichien, avaient fait leur éducation politique dans les couloirs du Reichsrat, peuplaient les administrations d'Etat, et appliquaient au mieux de leurs intérêts propres la doctrine opportuniste qu'ils appelaient la « politique positive ». Les résultats fructueux de la méthode et les libertés relatives concédées à la Galicie avaient fini par donner le prestige d'un dogme au principe du « loyalisme autrichien ». On se piquait de bien servir le « vénérable » François-Joseph, et l'on se promettait, en oubliant quelque peu la couronne des Piast et des Jagellons, de défendre fidèlement celle des Habsbourg.

Et puis la Galicie, où le polonisme n'était pas franchement combattu, était le refuge de la pensée nationale, l'asile des patriotes intransigeants, des victimes du germanisme et du tsarisme. Là-bas, depuis plusieurs années, vivaient des ligues secrètes, qui comptaient sur l'appui de l'Autriche pour réaliser un grand programme national. L'Autriche, et même l'Allemagne, se gardaient bien de décourager ces desseins.

De tout cela, qu'allait-il sortir? Voilà la grande question que se posaient les amis de la Pologne, et peut-être — peut-être — une ou deux chancelleries. Si la majorité galicienne manœuvrait adroitement, si Vienne et Berlin savaient exploiter les équivoques de la situation, si le gouvernement russe ne s'engageait pas franchement dans une voie nouvelle, et si par-dessus le marché les Alliés ne suivaient pas le jeu avec une grande attention, la question polonaise, dès l'origine, pouvait se trouver faussée et s'orienter définitivement dans un sens favorable aux Etats du centre.

Il s'en est fallu de peu qu'il n'en fût ainsi. Désorientée, mal informée, empêtrée dans les équivoques de la politique russe, la diplomatie des Alliés a laissé se développer un système qui avait ses origines en Galicie et dont l'aboutissement a été, en novembre dernier, la proclamation de l'Etat polonais doté de

son Conseil d'Etat. La volonté des hommes et la logique des choses travaillent à rétablir la situation, à détruire cette œuvre mauvaise, et à substituer définitivement la solution intégrale des Alliés au règlement bâtarde des Etats du centre.

Ce qu'il y a de beau dans ce revirement, c'est que les Polonais de Galicie ont été amenés à y jouer un rôle de premier plan. Le pivot même des combinaisons austro-allemandes a cassé. Qui est-ce qui parle aujourd'hui de ce fameux N. K. N. ou Comité National Suprême de Galicie qui avait pris en main, au milieu d'août 1914, les intérêts polonais tels qu'il les concevait? Pendant deux ans, en 1915 et en 1916, il s'est démené, chauffant une certaine presse, multipliant livres et brochures, fondant des succursales partout, à Chicago comme à Sofia, à Berne comme à Budapest, glorifiant les Légions dont il se croyait le père, et affectant l'assurance que Vienne et Berlin diraient enfin les grands mots attendus.

Et les grands mots ne sont pas venus. Et les pauvres Légions, privées de leur Pilsudski, ont cessé de vivre. Et les Etats du Centre, après deux ans de pourparlers orageux, ont offert aux Polonais, en leur demandant une armée, un royaume sans roi, sans frontières et sans gouvernement. A Cracovie les opportunistes réprimaient une grimace, mais criaient quand même, la voix étranglée, que ce royaume avait du bon. Quant aux sincères, leur yeux s'ouvraient, et ils se rendaient compte que l'auguste monarchie de Habsbourg n'était que la tremblante esclave de Berlin.

Les choses en étaient là, en janvier dernier, quand ils entendirent la voix de M. Wilson. Et ils se regardèrent avec étonnement. Un étranger, un homme d'outre-mer, qui n'avait point d'intérêt en ces affaires, disait des choses merveilleuses comme il n'en était jamais venu à l'idée de M. Bilinski, l'honorable président du « Kolo » polonais de Vienne. Deux mois après, la révolution russe libérait la Pologne, et les Alliés homologuaient l'acte d'affranchissement.

Où était maintenant le petit programme étié de 1914? A quoi avait abouti la belle méthode positive et réaliste chère aux tenants de l'opportunisme galicien? Loin que la Pologne fût rétablie, la Galicie mourait de faim, nourrissait de ses produits les autres Etats de la monarchie, subissait le régime de l'administration militaire, et contemplait les 30.000 cadavres que le député allemand Heine, dans la mémorable séance du 14 juin au Reichsrat, s'applaudissait de voir accrochés aux potences de la province, fleuron précieux de la couronne.

Ah! la belle besogne qu'elle a faite, en trois ou quatre mois, cette Galicie dégrisée, rendue enfin à la conscience d'elle-même et de l'intérêt polonais! *Qualis mutatio rerum!* comme larmoyait doctement, l'autre jour, le digne organe des conservateurs, scandalisé de voir les socialistes et les bourgeois se tendre aujourd'hui la main sur l'autel de la Patrie! Quelques coups de pioche, et voici que s'écroule tout l'édifice fragile bâti par le N. K. N. Emporté dans une course vertigineuse, le vieux Kolo saccage impitoyablement les maximes, les dogmes, les formules, les châteaux bâtis sur le sable mouvant de la monarchie autrichienne. Il a compris enfin et il ose dire qu'il y a d'autres horizons, et que la question polonaise est trop vaste pour être emprisonnée dans les cadres mesquins et surannés du domaine des Habsbourg.

Le 25 avril, il saluait officiellement la révolution russe. Deux semaines après, il se débarrassait de son président, M. Bilinski, lequel s'en retournait s'asseoir dans son fauteuil de la Chambre Haute. Le 28 mai, il proclamait que le programme national des Polonais était de reconstituer intégralement leur pays en lui assurant un débouché sur la Baltique. En juin, — scandale des scandales — il renversait le cabinet Clam-Martinic.

En juillet, dans une série de discours prononcés à la tribune du Reichsrat, il affirmait avec une hardiesse magnifique les revendications nationales, et faisait entendre des paroles comme celles-ci, prononcées le 4 par le socialiste Liebermann : « Sous la domination russe, l'aigle blanc gisait, accablé du poids de ses chaînes. Les Etats du centre sont venus, ils l'ont délivré, mais ils ont fait pour lui une cage. L'aigle, aujourd'hui, est accroupi dans cette cage, désabusé. Mais il n'a pas perdu l'espoir, et dans ses yeux flambe toujours l'inébranlable foi en l'indépendance et en la force vitale de la nation. »

L'ancien consortium de partis galiciens, mené par quelques habiles personnages, et qui a travaillé avec une obstination extrême pour une so-

lution austro-allemande de la question polonaise, est aujourd'hui définitivement ruiné, et nous attendons pour les jours prochains l'acte officiel de décès du N. K. N. La succession échoit à une organisation nouvelle, qui a fait son apparition pas plus tard qu'en juillet, et qui, sous le nom de « Cercle des Partis », groupe tous ceux qui prennent pour base les fameuses résolutions Tetmayer adoptées le 28 mai. Les socialistes, dont les tendances sont toutes voisines, préfèrent combattre isolément. Reste donc, en tout et pour tout, un dernier carré d'opportunisme « jusqu'au bout ». Ils font du bruit, fréquentent beaucoup d'antichambres, et ne manquent pas d'argent. Qu'importe? Leur beau temps est passé, à moins que leurs yeux, à eux aussi, ne viennent à s'ouvrir, et que leur étroite poitrine ne consente à respirer le grand air qui arrive du large.

Quoi qu'il en soit d'ailleurs, les chancelleries ont devant elles, désormais, une situation tout à fait nette et hautement intéressante au point de vue international. La Galicie est sortie de l'orbite de l'Autriche. Elle a pleine conscience, à l'heure présente, d'être « un corps étranger dans l'organisme de l'Autriche », comme l'a dit le 15 juin au Reichsrat le leader socialiste Daszynski. Les efforts faits, en Russie, en France, en Suisse, dans le Royaume et ailleurs par les patriotes polonais pour réaliser le grand idéal national sont assurés de rencontrer un appui dans l'immense majorité de l'opinion galicienne. Et si, dans un autre ordre de choses, les Alliés jugent opportun ou nécessaire d'abattre la vieille bâtisse autrichienne, ils peuvent se dire maintenant que les Polonais de la monarchie, loin d'y faire obstacle, leur donneraient volontiers un coup d'épaule!

Henri SIGISMOND.

LA DÉMISSION DU CONSEIL D'ÉTAT

Le 25 août, comme résultat des conversations à Berlin entre le comte Czernin, le chancelier Michaelis et le général Ludendorff, a paru l'ordre du général Beseler, séparant des Légions le « Corps polonais de secours » et le plaçant sous le commandement autrichien afin d'être envoyé au front.

Le même jour a eu lieu la réunion du Conseil d'Etat provisoire, dans laquelle il a été informé de cette décision par le Commissaire du Gouvernement allemand, décision qui aurait été prise uniquement pour des raisons militaires. Le Commissaire autrichien, baron Konopka, a déclaré n'avoir reçu aucune instruction à ce sujet de son Gouvernement et avoir appris cette décision seulement à la réunion même. Ayant pris connaissance de ces déclarations, le Conseil d'Etat a interrompu la séance jusqu'à 9 heures du soir. Entre temps, les groupes politiques représentés dans le Conseil d'Etat se sont réunis et ils ont décidé de demander au Conseil d'Etat de donner sa démission.

Et, en effet, lorsque la séance du Conseil d'Etat provisoire a repris, ce dernier a décidé à l'unanimité, de se démettre de ses mandats en les confiant à Mgr Kakowski, au prince Lubomirski et à M. N. Niemojowski, désignés pour former un « Conseil de Régence ». Pour diriger les affaires administratives on a élu une Commission, composée de MM. Mikulowski-Pomorski, St. Bukowiecki et K. Natanson, ainsi que de MM. Gorski et Kaczorowski, comme remplaçants.

La démission du Conseil d'Etat provisoire a eu pour résultat certains changements dans les ordonnances au sujet des Légions. On a expliqué que sur le front autrichien seront envoyées les Légions dans leur totalité, aussi bien les légionnaires de Galicie que ceux du Royaume, excepté toutefois les légionnaires qui avaient refusé de prêter serment et qui sont internés; de plus, que cette décision ne signifiait nullement que l'on abandonnait le projet de se servir des Légions, comme cadres d'une future armée polonaise. Pour former ces cadres et pour commencer à créer cette armée on a laissé dans le Royaume : 76 officiers (dont les colonels Berbecki, Januszajtis et Minkiewicz), 204 sous-officiers et 1.020 soldats.

Ces nouvelles ordonnances n'ont pas influé sur la décision du Conseil d'Etat Provisoire. Etant donné son manifeste du 15 juillet, affirmant que « sans le consentement du Conseil d'Etat, l'armée polonaise ne pouvait être employée sur le front », le Conseil d'Etat a eu la main forcée. Mais, par contre, ces ordonnances facilitèrent les pour-

parlers au sujet de la création du « Conseil de Régence » et du gouvernement. Des trois candidats désignés pour ce Conseil, Niemojowski a catégoriquement refusé d'en faire partie, Mgr Karkowski hésite et il n'y a que le prince Lubomirski qui serait disposé à accepter. Mgr Karkowski et le Prince Lubomirski posent les conditions suivantes :

1° Le Conseil de Régence aura la plénitude des droits du Régent.

2° Il sera créé un Gouvernement polonais.

3° Les Légions continueront à former les cadres de l'armée.

Suivant les journaux, les gouvernements d'occupation seraient disposés à faire de très grandes concessions dans l'esprit des résolutions votées dans les réunions de la Commission principale du Reichstag (Voir l'article de la Taegliche Rundschau).

Le 30 août a eu lieu la dernière réunion du Conseil d'Etat Provisoire afin de stipuler la compétence de la Commission administrative qui avait été élue. Dans cette réunion les Commissaires des deux Gouvernements ont fait une déclaration commune dans laquelle ils ont exprimé les regrets de leur gouvernement respectif au sujet de la démission du Conseil d'Etat, de même qu'ils ont exposé la question des Légions dans l'esprit déjà annoncé antérieurement et d'une façon semi-officielle par les journaux (voir ci-dessus) et enfin ils ont déclaré que « les Etats occupants espèrent pouvoir bientôt appeler à la vie des institutions politiques qui permettront à la Pologne de prendre rang parmi les Etats indépendants de l'Europe. »

B. P.

Propos d'un vieux émigré

XII

Alors que la question polonaise paraît s'acheminer à grands pas vers une solution satisfaisante, que les journaux de l'Entente et, en particulier, ceux de France, apprécient à sa juste valeur l'importance du grand acte de justice internationale que sera la reconstitution de la Pologne, le rétablissement de ce facteur indispensable de l'équilibre européen, il est vraiment pénible de percevoir tout à coup une note discordante au milieu de l'harmonie complète qui semblait s'être établie autour de cette question d'un intérêt si poignant.

Je viens d'avoir cette impression en parcourant le numéro du 9 août de la Dépêche de Brest, qui m'est par hasard tombé sous les yeux. Dans un article de fond signé d'un certain « Commandant Chaperon », la question polonaise est l'objet d'une série d'attaques injustes et malveillantes.

Après avoir donné un aperçu des difficultés que sa solution provoqua au Congrès de Vienne entre les puissances copartageantes, l'auteur en tire une conclusion vraiment déconcertante dans son incohérence. « On voit, dit-il, par ce passé agité, que le problème polonais ne sera pas aussi facile à résoudre que l'a cru le regretté Béarnais qui a si bien porté la chevelure de Sobieski, le chapeau de Kościuszko et la veste de Berezowski. « Vive la Pologne, Messieurs ! » Mais n'oublions pas que le pangermaniste Maximilien Harden n'est pas le seul aventurier polonais de son espèce. »

Pauvre Henri IV ! Pourrait-il se douter qu'un jour on allait lui imputer des intentions au sujet du problème polonais en lui faisant porter la chevelure de Sobieski, qui, entre nous soit dit, avait, à l'instar de tous les guerriers polonais, les cheveux ras, en ne laissant qu'une mèche au-dessus du front, ce qui est loin de ressembler à la chevelure opulente des rois de France, et en l'affublant du chapeau de Kościuszko qui, d'ailleurs, ne porta jamais de chapeau, ayant pour toute coiffure le bonnet national du paysan polonais, la célèbre « rogatywka ou konfederatka » que nous voyons revivre aujourd'hui dans la coiffure qui a été adoptée pour les soldats de l'armée polonaise en France ? Quant à la veste de Berezowski, j'en laisse la responsabilité entière au respectable « Commandant ». Malgré ma meilleure volonté,

je ne puis deviner ce qu'elle vient faire dans ce triste ramassis d'erreurs, produit de l'ignorance de l'histoire et du caractère polonais.

L'auteur de l'article en question doit véritablement bien en vouloir à la Pologne puisque, à bout d'arguments, il va jusqu'à la faire complice des visées pangermanistes de Maximilien Harden qui, selon lui, « n'est pas le seul aventurier polonais de son espèce ». Pour se permettre une pareille énormité, il faut être bien méchant ou tout au moins avoir le cerveau couvert d'une couche épaisse d'ignorance rebelle à tout rayon de lumière qui tenterait d'y pénétrer. Harden lui-même ne s'attendait pas à tant d'honneur.

Le « Commandant Chaperon » s'empresse d'ailleurs de calmer les justes appréhensions du directeur de la Zukunft. On ne donnera jamais Dantzig aux Polonais. « Le projet de retour, dit-il, à une Pologne indépendante de ce port, archi-allemand aujourd'hui, est une chimère, et il est évident qu'il ne faut pas fonder d'espérances sur une reconstitution intégrale de l'ancien royaume des Jagellons. Ce n'est pas avec des mirages et des utopies qu'on donnera un centre de gravité à un peuple qui, depuis la fugue d'Henri de Valois, n'a été qu'un foyer de discordes et qui n'a que trop souvent justifié le proverbe que nous connaissons tous. »

La Prusse peut donc être tranquille. On ne lui enlèvera pas les provinces polonaises dont elle s'est emparée injustement il y a de cela une centaine d'années. On ne la démembrera pas. On lui laissera Dantzig, ce vieux port polonais. C'est la Dépêche de Brest qui l'en assure par la voix autorisée du « Commandant Chaperon ».

Heureusement que les récentes déclarations de M. Ribot ont donné aux Polonais des assurances formelles qu'il n'en sera pas ainsi. Il est quand même déplorable de voir surgir sur le sol de France des défenseurs inattendus de la puissance et de l'intégrité de la Prusse. Alors que tout le monde est d'accord que le seul moyen d'affaiblir cette dernière et de la rendre inoffensive à l'avenir consiste à lui enlever les provinces polonaises qui ont servi de base à son développement et à sa prospérité, il se trouve un journaliste français qui, dans son ignorance aveugle d'une cause pure et honnête, comme celle de la Pologne, va jusqu'à réclamer le maintien sous le sceptre du roi de Prusse du produit des rapines et des brigandages de ceux qui furent les principaux instigateurs du démembrement de la Pologne.

UN VIEIL ÉMIGRÉ.

Une Paix séparée, prématurée et blanche

C'est une paix séparée, une paix prématurée, une paix blanche qui a donné le coup de grâce à l'ancienne Pologne et a éloigné tout secours du chevet où elle agonisait. Ce sont les espoirs trompeurs fondés sur les bienfaits qu'on pouvait attendre de cette paix, qui de 1795 à 1807, ont plongé la Pologne dans une léthargie dont le terme pouvait lui être fatal. La France fut la dupe de cette paix, la Pologne en fut la victime, le roi de Prusse l'instigateur et le bénéficiaire. Méfions-nous des recommencements de l'histoire, et des proportions inouïes que prendraient nos erreurs anciennes projetées à nouveau sur l'écran gigantesque qui se déroule sous nos yeux.

Le 5 avril 1795, dans une ville neutre, à Bâle, après bien des conciliabules, après avoir paru beaucoup hésiter, avoir beaucoup marchandé, avoir affecté bien des craintes au sujet des compromissions auxquelles ils se laissaient aller, des plénipotentiaires prussiens consentirent à signer la paix avec la République française. La Prusse était alors en guerre avec la France depuis plus de trois ans ; elle avait pour ses débuts pris Longwy, Verdun, foncé jusque Sainte-Ménéhould, et, par la bouche de Brunswick, menacé

le Paris révolutionnaire d'un anéantissement complet. Puis était venu Valmy et la retraite piteuse et depuis lors la guerre avait trainé sans aucun succès, mais non sans aucun profit pour la Prusse.

On peut bien voir au Musée national qui ouvre largement ses portes sur Unter den Linden, d'innombrables drapeaux français de ce temps, décorer la grande salle du rez-de-chaussée. Et l'on peut se demander avec stupéfaction où et en quel jour d'immense désastre, tu jusqu'alors par nos annalistes, ces fiers étendards républicains sont tombés aux mains des troupes prussiennes. Ces trophées n'auraient-ils pas tout simplement été conquis en 1870 sur quelque musée de France ? Mais passons. La Prusse, après la retraite de Valmy, — ébauche de celle de la Marne, — avait affecté un grand détachement de tout, avait laissé reposer tout le poids de cette guerre sur l'Autriche et l'Empereur et pendant ce temps avait incité la Russie à partager avec elle un nouveau pan de Pologne, auquel l'Autriche n'aurait point part. Refoulée du sol français, elle avait ainsi tiré de la continuation de la guerre par les autres et de la situation passive qu'elle gardait à la suite de sa propre défaite, un premier profit direct dont la Pologne faisait les frais.

La paix de Bâle allait lui en procurer un second. La Convention fatiguée, moins de la guerre soutenue par elle contre toute l'Europe que des luttes qu'elle s'était livrées à elle-même, fatiguée d'avoir tant fait sans avoir encore rien assis avec solidité, cherchait un moyen de préparer au moins la paix générale qui donnerait une sorte d'existence légale à la République française dans la société des Etats. L'Espagne avait déjà reconnu la République ; si la Prusse la reconnaissait aussi, il n'y avait plus de raison pour que l'Angleterre n'en fit autant. L'Empereur d'Allemagne resté seul, en fût venu, en dépit des liens qui l'unissait à la famille royale de France, à faire sa paix avec la Révolution. Le Comité de Salut Public espérait donc, en concluant une paix séparée avec la Prusse, une paix de conciliation, une paix blanche, dissocier le faisceau de ses ennemis et assurer l'avenir de la Révolution.

Il ne dissocia rien : les hostilités se poursuivirent seulement avec plus d'intensité sur terre et sur mer, la paix n'ayant eu pour effet que d'éloigner du front 20.000 Prussiens qui depuis deux ans nous observaient, sans se battre sérieusement. En voulant passer de l'état de paix à une alliance formelle avec la Prusse, le gouvernement français lui donna la clef d'une partie de ses projets et lia pour plus de dix ans les mains à la France dans la question de Pologne. Bref, la paix de Bâle, l'une des œuvres dont le Comité de Salut public fut le plus satisfait, est en réalité celle qui, de beaucoup, lui fait le moins d'honneur.

Qu'on en juge. La paix n'était pas encore signée que les bruits les plus sérieux couraient d'un troisième partage de la Pologne, partage définitif et qui devait faire disparaître cet Etat de la carte d'Europe. La première réponse au projet de paix générale de la Convention à réaliser par l'intermédiaire de la Prusse, était un pacte de démembrement complet de la Pologne, rapprochant la Prusse de l'Autriche et de la Russie. Longtemps nos agents en Prusse furent entretenus dans une ignorance profonde des tractations précises qui avaient lieu. Longtemps le Directoire put douter des nouvelles qui lui venaient d'autres sources au sujet de ce partage. Puis lorsqu'il fut devenu un fait accompli, Berlin s'en excusa, déclarant y avoir été contraint par la Russie et l'Autriche, disant que, puisque le partage était devenu inévitable, la Prusse aurait joué un rôle de dupe en laissant la Russie et l'Autriche s'agrandir seules aux dépens de la Pologne. La Prusse affirmait d'ailleurs un mécontentement nullement feint au sujet de ce troisième partage : c'était elle qui avait envoyé le plus de troupes pour occuper la Pologne en insurrection. Elle avait ainsi mis la main, non seulement sur la Grande Pologne et Varsovie, mais encore sur Cracovie, Lublin, Sandomir. Or ces trois derniers palatinats avaient été attribués à l'Autriche. La Prusse était donc incontestablement mécontente que cette proie lui eût échappé ; et ses militaires criaient avec un accent de furieuse sincérité, qu'il fallait enlever ces provinces à l'Autriche.

Les agents diplomatiques français et le Directoire ne désespérèrent donc point de la réalisation de leurs projets. On allait vraiment pouvoir séparer la Prusse de l'Autriche ainsi que de la Russie, qui avait pris le parti de l'Autriche et s'était fait à elle-même la part du lion dans les dépouilles de la Pologne. La Russie était devenue

un colosse et ce colosse était devenu le voisin immédiat de la Prusse, voisin redoutable qu'en face de lui, la Prusse agrandie semblait avoir plus perdu que gagné à la disparition de la Pologne. Quelques Polonais, dans le désarroi moral, ou la destruction de leur patrie avait jeté tous les esprits, songeaient à reconstituer la Pologne à l'aide de la Prusse, comme d'autres rêvaient de la réunir toute entière sous un prince russe. Le gouvernement français fit sienne la première de ces deux idées. Dans un intérêt qu'il croyait sincèrement — disons naïvement — celui de la Pologne, loin d'encourager toute révolte des Polonais contre la Prusse, toute action austro-russe contre le troisième larron, il laissa comprendre aux autres puissances copartageantes qu'il appuyait de toutes ses forces l'action, les prétentions de la Prusse, ne dissimula pas qu'il autorisait, engageait même ledit larron à élever d'autres prétentions encore, à réunir toutes les terres polonaises sous un prince prussien.

En prenant ce moyen pour reconstituer la Pologne, le Directoire ne faisait que se compromettre avec la Prusse dans l'affaire du partage. La Prusse ne fit aucun effort réel pour s'annexer toute la Pologne qu'elle savait ne pouvoir assimiler alors, et qu'elle savait ne pouvoir arracher à l'Autriche et à la Russie alliées. Elle avoua donc nettement à ses copartageants les projets que la France l'incitait à réaliser et amena par suite la Russie à entrer effectivement en guerre contre la France : ou revit sur les champs d'Italie Suvorov face à face avec Dombrowski, on le vit en Suisse aux prises avec Masséna. Cependant la Prusse donnait à ses associés l'assurance écrite qu'elle leur garantissait la tranquille possession de leur part de Pologne et se donnait ainsi près d'eux les gants d'une modération dans l'appétit, qui n'avait rien de réel. En fait, la Prusse recevait en échange, par ce petit jeu, l'assurance que les pays arrachés par elle à la Pologne au cours des trois partages, étaient, par toute l'Europe, même par l'Autriche exclue du deuxième partage, même par la France qui refusait pourtant d'admettre la suppression de la Pologne, reconnus comme sa propriété indiscutable. La France victorieuse qui avait prétendu manœuvrer la Prusse en lui accordant la paix, était manœuvrée par cette dernière.

En même temps, s'étaient ouverts les pourparlers d'une paix générale qui ne devait pas se réaliser même après Campo Formio et qui ne devait aboutir qu'à un massacre des plénipotentiaires français à Rastadt : la Prusse jouait dans ces pourparlers le rôle de l'honnête et discret courtier qui satisfait chacun en particulier et se fait payer par tout le monde. C'était cet Etat qui militairement avait dû s'éclipser devant la France qui jouait au médiateur entre elle et l'Europe ennemie.

Lorsque la France réunit sous Dombrowski et aux côtés de Bonaparte les légions polonaises, elle le fit au début avec une discrétion qui ne lui était imposée que par ses relations avec la Prusse, par les espoirs infondés que la Prusse ne lui avait pas interdits. On se heurtait, disait-on, à de grosses difficultés, touchant plus, il est vrai, la forme que le fond : le roi de Prusse voulait bien reconstituer la Pologne; mais il lui déplairait que la chose se fit ou parût se faire contre lui. Il ne se pouvait même pas qu'elle se fit sans lui; il ne s'aurait même pas qu'on parût l'y pousser; — mieux que cela — il ne se pouvait pas qu'il parût avoir besoin qu'on l'y aidât. Il lui déplaisait d'admettre que des Polonais, devenus ses sujets, se trouvent réunis sur un champ de bataille quelconque d'Europe, hors de ses frontières, et se proposent l'affranchissement de leur pays. Il regardait comme un acte hautement inamical, l'idée de réunir ces Polonais sous un commandement français. Il poussait la susceptibilité jusqu'à la puérilité. Il se croyait sûr ainsi que rien ne serait jamais tenté : quant à lui, il n'avait, comme on peut s'en convaincre aisément, aucune intention de rétablir jamais la Pologne.

Cependant des volontaires, dont quelques-uns illustres, s'offraient à la France qui voulait non seulement les accueillir, mais encore répondre au but patriotique qu'ils se proposaient. Cruelle perplexité! Brusquer la Prusse, passer outre à ses susceptibilités et se déclarer hardiment résolu à rétablir la Pologne, c'était perdre les bons offices du bon courtier de la paix générale; c'était perdre le bénéfice des sacrifices déjà consentis en vue de cette paix à la faveur de laquelle sans doute on poserait à nouveau la question de Pologne; c'était peut-être perdre à jamais la Pologne dont les armées françaises étaient séparées par tout la largeur de l'Allemagne et dont la puissance militaire se réduisait

alors à un maigre lot de soldats sans armes, sans munitions, sans matériel, sans magasins, sans argent. La France n'eût compris ni ses intérêts, ni ceux de la Pologne en agissant ainsi après avoir fait la paix un an plus tôt. D'autre part, s'enfermer dans les étroites limites où la Prusse vaincue par nous voulait emprisonner la France triomphante, refuser aux volontaires Polonais l'asile où ils voulaient préparer la résurrection de leur patrie, eût été indigne de la grande force agissante et consciente qu'était la France.

Ses gouvernants agirent avec autant de diplomatie que de résolution. Ils trouvèrent un article dans la constitution qui leur interdisait de former une Légion étrangère, alors qu'à aucun moment les volontaires étrangers n'avaient cessé d'affluer dans les rangs français et même d'y former des corps distincts; il fut donc entendu que la France n'organiserait pas d'armée polonaise pouvant porter ombrage au roi de Prusse et inciter ses sujets à entrer en insurrection contre lui. Il naissait alors une République Cispadane, bientôt devenue République Cisalpine; on mit à sasolde des légions polonaises. Ce fut ce corps d'Etat irresponsable, ce fantôme d'Etat qui fut chargé de se poser en restaurateur de la Pologne. Il prit forme et solidité, il était appelé à grandir aux dépens de la seule Autriche : rien ne pouvait être moins désagréable et plus pratiquement utile au roi de Prusse.

Il n'en fit pas moins figure de mécontent à nos agents diplomatiques, fit de son mieux pour qu'Autriche et Russie écrasent la Pologne jusque dans ces modestes mais héroïques et si gênantes légions. Bonaparte devenu consul, la paix continua de régner entre France et Prusse; la Prusse persistait dans son attitude rogue et hostile, la France songeant à la Pologne, demeurait plus que jamais systématiquement conciliante. Napoléon empereur, le Napoléon du Camp de Boulogne, celui même d'Austerlitz, continuait à avoir les mains liées par cette ridicule paix de Bâle par laquelle s'entretenait ce paradoxe d'une Prusse battue faisant figure d'arbitre des destins de la France et de suprême dépositaire ou légataire des dépouilles de la Pologne. On s'est trop étonné de la folie de cette Prusse de 1806 qui osa provoquer et attaquer Napoléon en plein essor, en pleine possession de sa puissance. Il y avait à ce délire une cause bien compréhensible : la France avait tant paru ménager la Prusse, lors de la paix de Bâle, elle avait paru si satisfaite d'une simple paix blanche, elle avait subi un tel chantage lors du dernier partage de la Pologne, elle avait laissé se développer contre elle ce chantage pendant onze ans. Et la Prusse incapable d'interpréter une politique de ménagement autrement qu'en y voyant les indices d'une irrémédiable faiblesse, s'était d'année en année, de jour en jour, fortifiée dans cette idée qu'elle était la seule puissance devant laquelle tremblait la France.

Les coups de tonnerre d'Iéna et d'Auerstaedt foudroyèrent en une journée ces illusions. Ce fut d'Iéna que naquit le Duché de Varsovie embryon de la nouvelle Pologne. Iéna supprima l'équivoque du traité de Bâle : les Français parlaient enfin le seul langage que pût comprendre la Prusse. Si la prise de Dantzig et Friedland avaient été aux yeux de Napoléon ce qu'ils étaient réellement, les corollaires d'Iéna, la Prusse était à jamais perdue, la Pologne définitivement sauvée, la Russie délivrée, pour l'avenir, du seul ennemi qui puisse mettre son existence en péril. Tilsit eut encore, au point de vue prusso-polonais, trop de ce qui est la paix blanche.

A l'heure actuelle le rôle diplomatique des Polonais en Europe, leur rôle près du public éclairé, près des dirigeants de l'opinion, de la presse interalliée, doit être de dire aux adversaires de la Prusse : « Surtout pas de paix de Bâle, si vous voulez faire renaître la Pologne : l'ancien Etat polonais en est mort. Surtout pas de paix de Tilsit qui libère incomplètement la Pologne de l'étreinte prussienne et laisse la porte ouverte aux retours agressifs du fauve. Stockholm et le Vatican jouaient déjà en petit après le dernier partage le rôle que la Prusse veut leur faire jouer maintenant. Encore une fois, socialistes et catholiques, n'oubliez pas que l'ancienne Pologne en est morte. »

Voulez-vous vraiment en faire renaître une nouvelle? que votre volonté ne se réduise pas à ne plus être qu'une velléité timide, honteuse, émasculée qui s'en remet à une paix veule plus qu'à la guerre du soin de la fonder.

ABEL MANSUY.

CONVERSATION du chancelier Michaelis avec le comte Czernin

Le Docteur Michaelis venu pour la première fois à Vienne a eu une conférence avec le Comte Czernin, qu'il a essayé de gagner de toutes ses forces au projet de la Mittel-Europa, réunissant l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, la Pologne, la Lithuanie et la Courlande.

L'organisation de cette Mittel-Europa pourrait comprendre une série de petites unités d'Etat liées par des moyens communs de défense, armée, marine, et politique étrangère. En ce qui concerne l'armée, chaque Etat aurait son armée nationale qui serait complétée chaque année par ses moyens propres, chaque Etat décidant lui-même de sa mobilisation; seul le commandement en chef, pendant la guerre, serait centralisé (à Berlin), de même la déclaration de guerre — mais la guerre ne pourra pas être déclarée par un seul des Etats formant le Mittel Europa.

La politique étrangère sera une et commune : ce qui aurait pour résultat une organisation commune du corps consulaire afin que tous les sujets des Etats de la Mittel-Europa soient défendus de la même façon en dehors des frontières de la Mittel-Europa par des organes correspondants.

Il devrait exister également une direction commune des affaires économiques de douane, de marine marchande, de bourse et de commerce extérieur. — Ces diverses branches des affaires économiques devraient être organisées de telle façon que sous une unité de direction presque complète elles puissent jouir de la plus grande autonomie à l'intérieur.

Les organes centraux de l'Union ne seraient pas obligatoirement dans un seul et même endroit — les uns pourraient se trouver à Berlin, les autres à Vienne, à Hambourg ou à Budapest. Cette organisation n'entraverait aucunement les droits de la Couronne dans aucun des Etats. Tous les droits historiques et autres resteraient complètement respectés. De même les conditions de la vie politique de tous ces Etats ne seraient en rien changées, il ne serait pas question d'empiéter par cette création de la Mittel-Europa sur les droits parlementaires et politiques des Etats; le principe d'élection seulement serait réglé par une entente commune, et la Mittel-Europa n'exercerait aucune pression sur les Elections Législatives. Dans l'Intérieur de chaque Etat, on garantirait l'autonomie des langues nationales en matière d'enseignement, etc., et même dans l'armée.

Après avoir présenté ce programme, le Dr Michaelis a déclaré que si l'Autriche-Hongrie l'acceptait en entier et sans restrictions, l'Allemagne serait disposée à lui laisser les mains libres dans la question polonaise. Sur cette base on accepterait la réunion de la Galicie et du Royaume, toutefois on s'opposerait catégoriquement à la réunion à cet Etat polonais de la Pologne prussienne et de Dantzig.

« A une telle Pologne » on pourrait reconnaître l'autonomie ou même l'indépendance, *sub auspiciis Austriae*, mais à la condition d'une union militaire absolue entre Berlin, Vienne, Budapest et Varsovie. Pour ce qui est des frontières de la future Pologne, elles suivraient du côté oriental la ligne du front actuel, toutefois les Allemands se réservent la possibilité de séparer certaines provinces polonaises telles que : Lithuanie, Urkaine, Courlande et même éventuellement la Ruthénie Blanche.

La conclusion définitive de cette question ne pourrait se faire qu'ultérieurement.

Le comte Czernin aurait répondu à cette proposition de la manière suivante : « Il aurait fait comprendre qu'il se rendait très bien compte que cela mènerait au passage du centre de gravité de la question polonaise à Berlin — que c'était une question de la plus haute importance pour l'Autriche-Hongrie, que par conséquent le Dr Michaelis ne devrait pas oublier que si l'Autriche-Hongrie était complètement épuisée par la guerre, elle serait obligée d'abandonner toute politique d'hostilité envers la Russie, que dans ce cas une paix Russo-Franco-Austro-Hongroise, ne devait pas être considérée comme tout à fait impossible, paix dont le résultat serait pour l'Allemagne une « splendide isolation ». De plus la Hongrie ne consentirait pas à une pareille Mittel-Europa, car les Hongrois ne se sont pas libérés au XIX^e siècle de la suprématie de Vienne

pour se soumettre actuellement à celle de Berlin.

En résumé :

L'Allemagne proposerait l'annexion de la Pologne à la Mittel-Europa;

Les Hohenzollern seraient à la tête de cette Mittel-Europa;

La Pologne serait autonome et non pas indépendante;

Sa politique serait liée à celle de la Prusse, sa plus cruelle ennemie.

Inutile d'en dire davantage!

R.

AGENCE POLONAISE CENTRALE A LAUSANNE

— Ce qu'est en ce moment la Légion polonaise du Royaume de Pologne.

Seuls, les légionnaires provenant du Royaume de Pologne furent appelés au commencement de juillet à prêter le serment proposé par le Conseil d'Etat provisoire. Les autres militaires de cette formation, originaires de la Galicie et appartenant au landsturm autrichien, avaient antérieurement prêté le serment obligatoire pour ce dernier, et le gouvernement autrichien, en dépit des instances les plus pressantes du Conseil d'Etat provisoire, n'avait à aucune condition consenti à ce que les « Galiciens » fussent astreints au serment formulé pour les citoyens du nouvel organisme d'Etat à créer sur la base de l'acte du 5 novembre 1916.

Pour le moment, les légionnaires galiciens gardèrent un calme apparent vis-à-vis des événements qui se succédèrent en juillet. Toutefois — et c'était à prévoir — ils ne tardèrent pas à demander en masses d'être libérés du service à la Légion, et cela aussi bien les officiers que les simples soldats. Aujourd'hui voici dans quel état se trouve la Légion :

Le 1^{er} et le 3^e régiments d'infanterie, ainsi que le 1^{er} régiment de uhlans ont refusé de prêter serment et ont été définitivement licenciés.

Le 4^e et le 5^e régiments d'infanterie, les sapeurs, le train des équipages et les sections auxiliaires ont demandé collectivement d'être libérés. Le régiment d'artillerie dont la plupart des officiers ont été déjà licenciés, presque tout entier, a demandé à être libéré.

Le 2^e et le 3^e régiments d'infanterie, ainsi que le 2^e régiment de uhlans ont, en partie, prêté serment. Deux compagnies du 2^e régiment d'infanterie, une compagnie du 3^e d'infanterie et deux escadrons du 2^e uhlans qui, temporairement avaient été chargés de garder les légionnaires ayant refusé de prêter serment, viennent aussi de solliciter leur licenciement.

De plus, le commandement de la 3^e brigade avec son état-major tout entier ont demandé aussi à être libérés.

Un fait très caractéristique permettra de se rendre compte de l'atmosphère régnant parmi ceux qui se sont opposés à la prestation du serment : les officiers désignés par le commandement en chef de la Légion pour remplacer les chefs des unités ayant refusé de prêter serment, ont été forcés de quitter les garnisons où ils étaient appelés, et les légionnaires, avec une discipline parfaite, sont restés soumis uniquement au commandement des officiers licenciés.

— Le général-gouverneur von Beseler s'explique au sujet des officiers de la légion polonaise internés à Benjaminów.

En même temps que les légionnaires simples soldats, ayant refusé de prêter le serment de fraternité d'armes avec les armées des Empires centraux, étaient internés au camp pénitentiaire de Szczypiora, on envoyait les officiers de la Légion au camp des troupes allemandes de Benjaminów, près de Zegrze sur la Narew, à une trentaine de kilomètres au nord de Varsovie. Au commencement du mois d'août, ces derniers firent parvenir au général von Beseler un mémoire collectif auquel celui-ci vient de répondre par une lettre adressée au commandant des troupes allemandes à Zegrze. Voici, d'après le « Kuryer Codzienny » (Courrier quotidien) de Cracovie, les principaux passages de ce document :

« Les officiers et soldats polonais qui ont refusé de prêter serment ont agi contre le Conseil d'Etat polonais et en même temps ont commis un acte d'indiscipline dont la gravité est inconcevable dans une armée. Les officiers et les soldats qui, pour des raisons politiques et dans le but d'appuyer des menées politiques dirigées contre la création de leur propre Etat, sèment la division et la désobéissance dans les rangs de leur propre armée, sont un danger pour l'armée polonaise et pour l'Etat polonais. Aussi ont-ils dû être exclus de l'armée polonaise.

« De tels officiers et soldats, vu la situation militaire actuelle, et parce qu'ils se sont montrés enclins à ourdir des complots et à fomenter l'indiscipline, sont aussi un danger pour les armées allemande et autrichienne qui défendent les futures frontières du Royaume de Pologne contre les attaques des armées russes renouvelées précisé-

AU CHAMP D'HONNEUR

La liste déjà longue de nos morts augmente sans cesse. Nous apprenons encore la mort de quatre de nos volontaires.

Paul Miński, du 129^e régiment d'infanterie, est tombé le 22 mai 1916 à Douaumont et c'est seulement aujourd'hui que sa mort est confirmée.

Henri Potalski, du régiment, est mort le 14 septembre 1916 dans des circonstances que nous ne connaissons pas encore.

Laurent Zbierada, du 18^e d'artillerie, 110^e batterie de lance-bombes, a été tué le 6 janvier 1917, par un obus au moment d'une corvée de munitions.

Enfin le volontaire **Albert Światowiec**, du Régiment de Marche de la Légion Etrangère, est tombé le 20 août dernier, au moment de la récente offensive française au nord de Verdun.

Honneur à ces braves!

ment ces dernières semaines, car on peut s'attendre de leur part à ce qu'ils essayent de provoquer des troubles politiques et des actes hostiles contre les puissances d'occupation, contre leurs autorités et leurs armées sur les derrières des troupes combattantes, et par cela même exposent la paisible population polonaise à de graves périls, à cause des violentes mesures de répression qui pourront se montrer nécessaires. C'est pourquoi, dans l'intérêt de la sécurité des armées allemandes et de celle de leurs alliés, comme aussi dans l'intérêt de la sécurité du pays polonais et de la population polonaise, les officiers et soldats polonais ayant refusé de prêter serment resteront internés tant que subsisteront les motifs exposés.

« Ces mesures de précaution n'ont rien de commun avec la dégradation et n'enlèvent aucunement le droit de porter les décorations allemandes et austro-hongroises qui ont été méritées à l'époque où ces officiers et ces soldats n'avaient pas encore forfait au plus haut devoir de tout militaire, obéir et être fidèle à son pays et aux chefs de ce pays. »

— Un discours du général von Beseler.

Le 28 août les autorités d'occupation allemandes ont célébré solennellement le second anniversaire de la création du gouvernement général de Varsovie. A cette occasion le gouverneur von Beseler a prononcé un long discours :

« Après de longues hésitations et des luttes politiques nous avons, cette année, essayé de poser les fondements de l'Etat polonais. Cet essai, Messieurs, n'est pas abandonné, il se développe, et chacun au poste où il a été placé travaille à cette grande œuvre qui, pour nous, Allemands, est aussi de la plus haute importance. Au début, tout sembla marcher à souhait. C'est alors que nous avons essayé d'esquisser brièvement un certain programme à ceux qui du côté polonais avaient été appelés à collaborer avec nous. Dès la première heure nous avons eu soin de mettre un frein aux exigences exagérées, et avons montré aux Polonais la voie où ils pouvaient s'engager et le but possible à atteindre. Dans toutes ces affaires nous n'avons pas été trop bien compris. C'est un trait du tempérament de cette nation de pousser ses aspirations beaucoup trop loin, de s'assigner des buts fantastiques. A ce trait s'en rattache encore un autre : elle a une aversion toute particulière à accepter ce qui lui vient du dehors, fût-ce même quelque chose de très bon. Aussi notre tâche en a-t-elle été singulièrement rendue difficile. Sous l'influence des premières exaltations on nous a dit bien des choses qui nous ont remplis d'espoir. Nous avons ajouté foi à plusieurs de ces promesses, mais nous avons aussi dû nous convaincre qu'en bien des points nous nous étions trompés. On nous disait surtout de toute part : donnez-nous nos légions, notre palladium, nos héros, et alors nos hommes sortiront de terre pour accourir en foule dans leurs rangs. Les Légions vinrent, mais pas les recrues, alors on prétendit que c'était parce qu'il n'y avait pas encore de gouvernement polonais. Mais, Messieurs, d'où pouvions-nous si promptement tirer un gouvernement polonais? Il n'était pourtant pas possible de régler cette affaire d'une manière quelconque. Aussi les Polonais ont-ils d'abord, au lieu d'un gouvernement polonais, se contenter de ce que nous le remplaçons en n'ayant toutefois en vue que le plus grand bien du pays. En effet, sans oublier ce qui pouvait être profitable à notre patrie, nous ne voulions qu'être également utiles à ce pays et effectuer sa reconstruction. La réalisation de tout cela, Messieurs, sous bien des rapports a dû être arrêtée, mais elle sera reprise et, je suis profondément convaincu que la grande œuvre que nous devons accomplir s'accomplira, à condition que

nous nous maintenions avec énergie et persévérance dans la voie que nous nous sommes tracée, que nous ne permettions pas qu'on nous entrave dans notre travail par des manifestations d'opposition, par des critiques, par des phrases hostiles qui, malheureusement, arrivent souvent jusqu'à nous — même de notre pairie — et que nous continuions à exercer notre activité. »

L'orateur réfute ensuite les accusations dont a été l'objet l'administration allemande : il n'est pas vrai qu'elle ait dévasté complètement le pays. Puis il se demande quel peut être le but de semblables propos, et il répond :

« Evidemment on répand ces bruits uniquement pour représenter la funeste administration allemande, comme la plus odieuse qui soit. Mais je n'en persiste pas moins dans mon affirmation : je suis convaincu qu'avec de pénibles et grands efforts, avec beaucoup de ménagements, parmi les manifestations incessantes d'opposition, parmi même, le plus souvent, des explosions de colère, nous menerons notre œuvre à bout, nous réussirons à réaliser ce que nous voulons faire. Cependant l'œuvre dont je viens de parler n'est pour nous que secondaire. Ce matin, devant nos soldats et nos fonctionnaires rassemblés dans la cour du château, je me suis permis de signaler la tâche principale qui nous incombe. Cette tâche c'est de faire régner le bon ordre dans le pays, et autant que possible de le faire servir aux grands buts de la guerre. Si le pays voulait nous refuser la possibilité de la faire servir à ces buts, ce que d'ailleurs en général il ne fait pas, il se trouverait, avec toutes ses considérations politiques, dans une dangereuse impasse. Ce pays, en effet, devrait savoir que nous sommes venus ici pour le délivrer des calamités sous le fardeau desquelles il gémissait depuis plus de cent ans. Nous nous sommes proposés de le soustraire à son humiliante situation, et nous y aurions sans doute mieux réussi si nos intentions avaient été mieux comprises dans la nation. »

Et le général von Beseler a terminé son discours par un triple hurra en l'honneur de l'empereur Guillaume II.

— Autour de la question de Gdańsk (Dantzig).

Au mois de juin dernier, « Daily News » publia une interview de M. Lednicki, président de la Commission polono-russe pour la liquidation des affaires du Royaume de Pologne, et leader du parti radical démocratique polonais. Dans ce compte rendu il était rapporté que M. Lednicki considérait l'unification des territoires polonais avec accès à la mer comme le postulat primordial de la nation polonaise, mais que Gdańsk n'était nullement indispensable à la Pologne, car on pouvait relier la Vistule au Niemen et à la Windawa par un canal, et de la sorte donner à la Pologne accès à la Baltique.

A la suite de cette interview nous déclarâmes que cette renonciation au seul port naturel de l'ancien Etat polonais était en contradiction avec l'opinion unanime des Polonais.

Or nous venons de recevoir du « Bureau de presse du président de la Commission de liquidation » le télégramme suivant :

« Le correspondant du « Daily News » dans une lettre en date du 29 juin adressée au « Dziennik Polski » nie catégoriquement avoir entendu le président Lednicki affirmer que la possession du port de Gdańsk n'est pas indispensable à la Pologne. Le président Lednicki a déclaré que la question polonaise ne peut être résolue de façon satisfaisante sans la restitution à la Pologne de la ville historique de Gdańsk, avec la domination sur le cours inférieur de la Vistule ; en outre, pour assurer à la Pologne un développement économique indépendant, le président croirait désirable un autre accès à la mer, en dehors de Gdańsk : par exemple Memel, Libau ou Windau pourrait être concédé à la Pologne par des traités respectifs avec les Etats intéressés. Pour conclure : l'union de toutes les terres polonaises avec libre accès à la mer est le postulat primordial de la Pologne. »

BULLETIN

• Les Polonais d'Autriche.

L'assemblée plénière des députés polonais au Reichstag de Vienne et à la Diète de Galicie s'est réunie dernièrement à Cracovie. La séance a été mouvementée.

Le comte Tarnowski, au nom des conservateurs, a lu une déclaration déplorant la manière dont certains partis ont interprété la résolution votée à Cracovie le 28 mai en faveur d'une Pologne unie, indépendante et ayant un accès à la mer. Ils ont profité de cette résolution pour exposer l'œuvre du Conseil d'Etat.

Les conservateurs considèrent de leur devoir d'appuyer la politique inaugurée par l'acte du 5 novembre et de ne pas pratiquer dans la monarchie autrichienne une politique ruineuse pour l'Etat.

La lecture de cette déclaration a provoqué un violent tumulte : les partis de gauche, les partis du peuple, socialistes démocratiques, les natio-

naux démocratiques, les membres de l'Association nationale polonaise ont quitté la salle et ont refusé de se rendre à la séance de l'après-midi. Aucune décision n'a été prise.

• Les Allemands contre l'Etat polonais.

La *Deutsche Zeitung*, l'un des principaux organes conservateurs et antipolonais, se refuse absolument à admettre que dans les circonstances actuelles le gouvernement allemand soit disposé à organiser définitivement l'Etat polonais. Il est vrai que dans la note officielle publiée on laisse espérer aux Polonais que leur Etat prendra bientôt place au rang des nations autonomes d'Europe.

« Heureusement, il y a plusieurs moyens de comprendre l'autonomie d'un Etat. Mais nous, Allemands, nous avons à cet égard un avis différent de celui des autres peuples. Nous ne voulons pas donner aux Polonais une apparence d'autonomie, nous leur accorderons seulement le droit de s'administrer eux-mêmes dans la mesure où ils en ont besoin pour développer leurs qualités nationales, sans mettre en péril notre patrie. Il ne saurait en être autrement. Il n'en sera certainement pas autrement, car l'Allemand sait comprendre les leçons de l'Histoire. »

Voilà qui est clair au moins.

• Une entente inconcevable.

Le *Berliner Tageblatt*, au sujet de l'impossibilité pour l'Allemagne de s'assimiler les Polonais, écrit :

« Certains Allemands habiles, comme il y en a malheureusement trop peu chez nous, peuvent arriver à s'entendre avec un Polonais pris isolément, mais on conçoit difficilement l'entente avec l'élément polonais en bloc. »

• Herzen et la Pologne.

Pendant le voyage triomphal de Garibaldi à Londres, en 1864, Alexandre Herzen, le grand exilé russe, convia à sa table, dans sa modeste demeure d'Edlington, Garibaldi, Mazzini, le russe Ogareff, les Anglais Tylor et Ashurst, les Italiens Saffi, Mordini, Guerzoni, Maurice Quadrio et d'autres proscrits de différentes nationalités. Herzen lui-même raconte que Mazzini, au dessert, se leva et dit, au milieu du plus profond silence :

« Mon toast comprendra tout ce que nous aimons et tout ce pourquoi nous combattons : A la liberté des peuples ! A l'association des peuples ! A l'homme qui, par ses exploits, est la vivante incarnation de ces grandes idées : à Joseph Garibaldi ! A l'infortunée et héroïque Pologne qui, depuis plus d'une année, combat en silence et meurt pour la liberté ! A la nouvelle Russie qui, sous la devise « Terre et Liberté », tendra en un jour prochain sa main de sœur à la Pologne, pour la défense de la liberté et de l'indépendance et effacera le souvenir de la Russie du czar ! Aux Russes qui, sous la conduite de notre ami Herzen, ont travaillé pour la formation de la nouvelle Russie ! A la religion du devoir, qui nous fera lutter jusqu'à la mort pour l'accomplissement de toutes ces choses ! »

Garibaldi répondit :

« Buons à la jeune Russie qui souffre et lutte comme nous ; au nouveau peuple qui, une fois libre et maître de la Russie du czar, est appelé à avoir une grande place et une grande influence sur les destinées de l'Europe. »

En choquant les verres, une larme brillait dans l'œil de tous les commensaux, et Herzen, étonné par l'émotion, ne put prononcer que quelques mots entrecoupés. Serrant la main de Mazzini, il lui dit que son toast serait arrivé jusqu'aux mines de la Sibirie et aux casernes où étaient enfermés les amis de la liberté !... Et maintenant les destins s'accomplissent ; mais à cinquante-trois ans de distance, la liberté est lente.

• Le chancelier casqué.

Le chancelier Michaelis a été récemment doté d'un uniforme de lieutenant-colonel avec des beaux galons.

A cette occasion, l'Ouvrier remarque dans l'*Œuvre* que cet uniforme a dû être le plus beau jour de sa vie. Mais ce n'est pas pour cela qu'on le lui a donné.

On le lui a donné pour affirmer de façon probante qu'on n'est rien en Allemagne si on n'est pas militaire. Cet uniforme ? C'est un symbole. Mieux qu'un symbole : un programme ! C'est une affirmation de but de guerre germanique ; c'est une réponse au message que M. Wilson adressa au pape.

Tant qu'un chancelier civil semblera aux Allemands insuffisant ou ridicule, tant qu'ils considéreront comme indispensable de le camoufler en « militar », ce sera le signe qu'ils ne sont pas prêts à entendre le langage des peuples libres !

Ajoutons que le prédécesseur de Michaelis, von Bethmann-Hollweg, avait, lui aussi, un grade militaire.

Nous prions instamment ceux de nos abonnés des départements et de l'étranger dont l'abonnement expire le 30 septembre de vouloir bien nous adresser sans retard leur renouvellement afin d'éviter toute interruption dans la réception de notre revue.

REVUE DE LA PRESSE

Nous recevons le N° 1 du « *Bulletin Monténégrin* », publié à Genève par le Comité Monténégrin pour l'Union Nationale, dont le président est M. Andrija Radović, ex-premier ministre du Royaume de Monténégro.

Le « *Bulletin Monténégrin* » fait la propagande pour la réunion du Monténégro à la future Grande Serbie. Cette campagne prouve que les Monténégrins sentent de quelle nécessité vitale il est pour l'avenir que la Serbie, considérablement agrandie, comme on peut l'espérer, forme un Etat unifié, bien constitué, où des dynasties plus ou moins rivales ne fournissent pas un terrain favorable aux intrigues étrangères qui, naguère, furent si actives. Ils estiment donc qu'ils doivent se réunir à leurs frères sous un souverain commun.

Les Monténégrins viennent de fonder le « *Comité monténégrin pour l'union nationale* », afin de contribuer d'une manière efficace à la grande œuvre de l'union nationale des Serbes, Croates et Slovènes. Il n'y a rien qui puisse diviser les Serbes de Serbie et ceux du Monténégro, et lorsqu'il s'agit des intérêts suprêmes de la nation, toutes les autres considérations, même dynastiques, doivent être mises de côté. C'est de ces sentiments que s'est inspiré le « *Comité monténégrin pour l'union nationale* » et c'est le but de son action. Le comité a fondé à Genève un journal en serbe : « *l'Union* » (Ujedinjenje), dont le premier numéro contient un manifeste adressé à tous les Monténégrins ; ainsi que le « *Bulletin Monténégrin* », publié en français, destiné à faire connaître la question serbo-monténégrine à des étrangers sous son jour véritable.

A propos de la prise de Riga, le « *Temps* » du 5 septembre écrit dans son éditorial :

Les chefs de l'armée allemande ont repris depuis deux ans l'œuvre que les chevaliers teutoniques durent abandonner au commencement du quinzième siècle, sous les coups victorieux des Polonais ; il s'agit d'imposer, par la force des armes, une « culture » allemande aux populations de la Lithuanie, de la Courlande et de la Livonie. Le domaine où s'accomplit cette besogne est strictement réservé aux autorités militaires, qui vivent sur le pays. En langage officiel, on l'appelle « commandement supérieur de l'Est ». En langage abrégé, on dit *Ober-Ost*. En langage pangermaniste, le *Lokal-Anzeiger* l'a baptisé « *Hindenburgland* ».

Quand le gouvernement allemand a affecté d'offrir la paix, en décembre dernier, les journaux d'outre-Rhin ont publié sur l'*Ober-Ost* une série d'articles pleins d'éloges et de convoitises. « Cette région administrative », expliquait la *Gazette de Cologne*, s'étend du golfe de Riga jusqu'à la ligne de Brest-Litovsk à Varsovie, et elle couvre une superficie d'environ 212.000 kilomètres carrés. C'est dire qu'elle est près de quatre fois plus grande que la Belgique, deux fois plus grande que le gouvernement général de Varsovie, et qu'elle équivaut approximativement aux provinces de Prusse orientale, Prusse occidentale, Pologne et Poméranie réunies, ou bien à la Bavière avec le Palatinat, le Wurtemberg et le grand-duché de Bade. » Puis la *Gazette de Cologne* exposait que cette vaste contrée a trouvé à la fois des maîtres et des législateurs : « L'administration militaire d'*Ober-Ost* est une création du maréchal Hindenburg et de son collaborateur Ludendorff... La décision suprême de toutes les affaires revient au commandant en chef lui-même. C'est lui qui publie les ordonnances et les décrets, en leur donnant force de loi vis-à-vis des habitants. » Ces habitants, d'ailleurs, l'Allemagne en fait peu de cas : « Les indigènes ne peuvent être appelés à s'occuper des affaires administratives que dans une proportion très restreinte, et généralement dans des emplois subalternes. Une exception a seulement été faite

pour la Courlande, où les autorités ont à leur disposition de nombreux Baltes allemands. » Guillaume de Kniprode, grand-maître de l'ordre teutonique, devait parler moins dédaigneusement des chefs lithuaniens qu'il avait tant de peine à vaincre vers le milieu du quatorzième siècle.

Dans « *La Presse Sociale* » du 4 septembre nous trouvons un article très net, impartial et bien documenté sur la « *Question Juive en Pologne* » de notre collaborateur et ami, M. Georges Bienaimé. Nous en extrayons le passage essentiel.

Malgré la différence de religion, de mœurs et de langue, Polonais et Juifs depuis des siècles étaient habitués à vivre ensemble. Nombreux étaient les Juifs enrichis qui adoptaient la vie polonaise et même les sentiments polonais. En Pologne autrichienne, la plus libre, des trois Polognes, les Israélites tenaient une place toujours considérable dans la littérature et dans la politique polonaises.

Les violences criminelles auxquelles la populace russe s'est livrée à diverses reprises sur des Juifs, ces massacres d'Israélites, ces *progromes* que l'autorité tsariste encourageait souvent n'ont jamais pu se produire en Pologne russe : les Polonais s'y sont opposés.

Cependant les relations des Juifs et des Polonais se sont tendues depuis vingt ans, à cause de la concurrence que les Polonais ont faite aux Juifs dans l'ordre économique.

Les coopératives polonaises, les magasins et surtout le commerce de détail polonais, ont été une atteinte très sensible au monopole économique des Israélites.

Les luttes électorales depuis 1905 ont porté la question juive sur le terrain politique où naturellement, elle ne pouvait que s'envenimer.

Les Polonais en grande majorité catholiques qui jusque-là fréquentaient indifféremment les magasins juifs ou chrétiens, s'avisèrent que les Israélites ne se fournissaient que chez leurs coreligionnaires et décidèrent d'en faire autant. Une certaine presse polonaise encouragea cette pratique et l'on vit les Polonais fuir les magasins juifs, comme on voit dans nos provinces les républicains éviter les magasins réactionnaires, comme on voit les libéraux belges boudier les commerçants catholiques.

Ce « boycottage » provoqua la ruine de plusieurs maisons juives et les Israélites s'en montrèrent très irrités. L'émigration des Juifs vers l'Amérique et la France reprit plus nombreuse.

La guerre survenant trouva les Juifs fort mal disposés à l'égard de l'Administration russe dont ils avaient à se plaindre autant que des Polonais.

Frappés de suspicion d'espionnage, ou simplement de sympathies germanophiles, les Juifs furent maltraités, massacrés même par les troupes russes.

La chute du tsarisme a changé tout cela.

Les Juifs admis enfin à toutes les fonctions publiques, autorisés à circuler dans tout l'Empire russe et à se fixer librement dans toutes les provinces, vont, après la guerre, quitter en partie la Pologne.

Cessant d'être persécutés, leur particularisme s'atténua, leur religion, un peu étroite et même leurs superstitions seront moins utiles à un peuple qui avait besoin de ces liens moraux et sentimentaux pour garder à travers les épreuves qu'il a subies, le courage de les supporter.

Les Juifs ne se confineront plus dans le commerce : ils pourront posséder la terre.

Cette grande œuvre cependant ne s'accomplira pas en un jour, et la Pologne conservera une assez forte proportion de Juifs, et l'on peut prévoir que longtemps encore la question juive en Pologne restera pour la nation polonaise unifiée et indépendante, l'un des plus graves problèmes de sa politique intérieure.

On peut se procurer à l'Administration de la revue POLONIA :

1) Un Manuel de la langue Polonaise à l'usage des Français, broché, 3 fr. 50 ; franco, 3 fr. 90 ; relié, 5 fr. ; franco, 5 fr. 40 (de M^{me} Zielińska).

2) Album des Polonais dans l'Armée Française, 4 fr. ; franco, 4 fr. 50.

3) La France et la Pologne à travers les siècles, prix 5 fr. ; franco, 5 fr. 50 ; étranger, 6 fr.

4) Insigne polonais en émail avec l'aigle blanc, franco, 3 fr. ; étranger 3 fr. 50.

5) Epingle en émail, franco, 2 fr. 50 ; étranger, 3 fr.

6) Cartes nationales polonaises diverses, la douzaine, 1 fr. ; franco, 1 fr. 25.

7) Timbre de propagande avec l'aigle polonais le cent, 1 fr. 50 ; franco, 1 fr. 65.

8) La France pour la Pologne (enquête), 4 fr. ; franco, 4 fr. 50.

9) La Petite Encyclopédie Polonaise, 5 fr. ; franco, 5 fr. 50.

10) La Pologne immortelle, 3 fr. 50 ; franco, 4 fr.

L'Administration de la revue *Polonia* achète les livres de la langue polonaise : classiques, romans et d'histoire.

ZIEMIE POLSKIE

Niemcy zatrzymali się po wzięciu Rygi o kilkadziesiąt kilometrów na północ-wschód od miasta. Anarchja w Rosji jest dla nich bezwzględnie korzystniejsza niż zwycięstwa wojskowe.

Tymczasem naczelny wódz rosyjski, Kornilow, chce być dyktatorem i na czele swych wojsk maszeruje na Petrograd. Kerenski ogłosił Kornilowa za zdrajcę.

Rosja dąży więc do walki bratobójczej, kiedy Niemcy są w jej domu.

— Oświadczenie Koła polskiego w parlamencie niemieckim.

Jak wiadomo, na posiedzeniu parlamentu niemieckiego, na którym przyjęto pokojową rezolucję większości, Polacy złożyli osobną deklarację. Ponieważ telegram c. k. Biura korespondencyjnego oświadczenie polskie podał w skróceniu, nie oddając należycie ani ducha, ani treści tej deklaracji, podajemy ją poniżej w pełnym brzmieniu:

W imieniu Koła polskiego złożył wiceprezes Władysław Seyda deklarację następującej treści:

« Mości Panowie! Frakcja polska już kilkakrotnie zajęła stanowisko w sprawie wojny i pokoju: mianowicie na posiedzeniu z dnia 1 marca b.r. oświadczyliśmy z tego miejsca, jako wyniki ze stenograficznych zapisów, co następuje:

« My Polacy, którzy pomimo państwowego rozłączenia, nigdy nie utraciliśmy poczucia narodowej jedności, którzy zawsze wyznawaliśmy zasadę prawa narodów decydowania o własnym losie, protestujemy przeciwko temu, aby przy zakończeniu wojny, całe narody lub części narodów zostały wbrew woli własnej przyłączone w drodze aneksji do innego państwa.

« Żywimy nadzieję, że pomimo wszelkiej nienawiści, jaką wywołała obecna wojna pomiędzy narodami, ludzkość poprzez morze krwi przyjdzie do przekonania, iż żaden naród nie ma prawa do ciemnienia drugiego narodu, że przeciwnie, każdy naród posiada prawo do wolnego i nieskrępowanego rozwoju swej jaźni narodowej.

« Jeżeli przekonanie takie stanie się ogólną własnością narodów, natenczas nastąpi trwały i prawdziwy pokój ku ogólnemu dobru i szczęściu całej ludzkości.

« Oświadczenie to podtrzymujemy w całej pełni i dziś. Dążenie do przyspieszenia pokoju i wewnętrznego swobodnego rozwoju, które się obecnie tak silnie w tym parlamencie ujawniło, możemy tylko powitać z radością.

« Proponowana przez partję większości rezolucja, będąca wyrazem tych dążeń, jest dla nas z powodu swej tendencji pokojowej na ogół sympatyczną, nie odpowiada jednak w zupełności zasadom, w naszym oświadczeniu zawartym. Nie możemy przeto za nią głosować i dlatego wstrzymujemy się od głosowania. »

— Opieka nad Legionami.

Krakowski Naczelny Komitet Narodowy na żądanie społeczeństwa polskiego przestał istnieć jako instytucja polityczna i przeistoczył się w organizację opieki społecznej nad potrzebami Legionów polskich.

Departament opieki utrzymuje schroniska dla «superarbitrowanych» (zreformowanych) legionistów, sanatorjum dla gruźlicznych w Zakopanem, subwencjonuje szereg ochron dla sierot po legionistach i dla dzieci legionistów, udziela bądźto stałych, bądźteż doraźnych zasiłków inwalidom Legionów, superarbitrowanym legionistom, ich wdowom i rodzinom, utrzymuje

biuro pośrednictwa pracy, biuro pomocy szkolnej dla kończących studia, wreszcie dostarcza zwolnionym legionistom ubrania cywilnego, bielizny i obuwi. Działalność ta trwa bez przerwy i trwać musi dalej jeszcze przez czas długi, nawet po zakończeniu wojny obecnej, gdyż skutki tego wielkiego kataklizmu dziejowego istnieć nie przestaną tak prędko. Liczba potrzebujących niezbędnie śpiesznej opieki i pomocy wzrasta stale, co dnia niemal gość trzeba nowe rany, ratować zastępy uczestników bohaterskich dwuletnich bojów, którzy zwracają się z żądaniem pomocy.

Tymczasem fundusze departamentu opieki wyczerpują się. Od czerwca b. r. wstrzymano wypłatę zasiłków rodzinom legionistów, a zasiłki te to jedyne, w większości wypadków, źródło utrzymania dla tych rodzin.

— Urzędowa książka o obszarze, podlegającym naczelnemu dowództwu na wschodzie (Ob. Ost.)

« Kownaer Zeitung » donosi: Oddział prasowy przy wódzu naczelnym na wschodzie (Oberbefehlshaber Ost) wyda książkę p. t. « Das Land Ober-Ost. Deutsche Arbeit in Kurland, Lithauen und Weissruthenien ». Książka ta da wyraźny obraz kraju i ludzi, opisze stan rzeczy w chwili zajęcia i obecny, jako też doświadczenia rządu niemieckiego. Objętość książki wynosić będzie mniej więcej 400 stron średniej ósemki, z 16 fotograficznymi zdjęciami i 3 kartami. Po przedstawieniu zajęcia obszaru Ob. Ost i zarysie ogólnym kraju i ludności, oraz historii obszaru, książka da sprawozdanie o administracji, komunikacji, własności rolnej, gospodarce rolnej i leśnej, handlu i przemysle, finansowości, urządzeniach sanitarnych i prywatnych, kościele, szkole, sztuce i nauce, stosunkach prasowych. Zdjęcia fotograficzne pom. in. przedstawiają charakterystyczne obrazy miast i kraju. Karty przedstawiają podział na gubernie za czasów rosyjskich, podział teraźniejszy, linje kolejowe, stosunki językowe. Cena za książkę oprawną w handlu księgarskim wynosi 6 marek, urzędowi i członkom armii dostarcza się za natychmiastowem zamówieniem po cenie niższej 4 marek.

— Białorusini.

Pisma niemieckie na obszarach okupowanych donoszą, że władze szczególną uwagę zwracają na dawniejszy ucisk, jakiego doznawali Białorusini pod panowaniem rosyjskiem. Władze niemieckie uznają prawo Białorusinów do samodzielnego życia narodowego, dlatego zamiały rosyjskiej nazwy « bieleussy » po niemiecku « Weissrussen », pamiątki z czasów przesładowań rosyjskich, używają urzędowo « Weissruthenen » i « Weissruthenien ».

W Wilnie wychodzi pismo białorusińskie « Homan », ogłaszające wszelkie rozporządzenia urzędowe w języku białorusińskim. Pisma niemieckie zaznaczają, że to postępowanie władz ma otworzyć oczy światu, iż nad źródłami Dźwiny i Niemna naród starożytny z własną kulturą i językiem własnym budzi się do nowego życia narodowego.

« Kurjer Litewski » donosi o zwalczających się wzajem w łonie Białorusinów w Mińsku dwu partji. Jedną z nich, reprezentowaną przez Komitet Białoruski, występuje za pokojem bez aneksji i odszkodowań na gruncie prawa oddzielnych narodów do samookreślenia. Dla terenów białoruskich wymagana jest autonomia narodowa.

Druga grupa, którą stanowi Związek Chłopski w Mińsku, dąży do zupełnego zjednoczenia z Rosją w dziedzinie kulturalnej i narodowo-politycznej.

Mińska Rada ukraińska solidaryzuje się z pierwszą partją białoruską, drugą zaś darzy sympatjami Rada robotników i żołnierzy.

— Z Kowna.

Jak donosi « Dabartis », w tych dniach rozpoczęto w Kownie rozbieranie « pomnika odwrotu Francuzów » w r. 1812.

Niestety ten monument, wystawiony na chwałę oręża rosyjskiego w r. 1813 i przyjęty za znak herbowy nowoutworzonej podówczas guberni kowieńskiej, ma kształt piramidy, zbudowanej z blach żelaznych i zdobnej licznymi orłami rosyjskimi.

Dumny i szumny napis opiewał, że tedy przez Niemien wkroczyło 100.000 wojsk napoleońskich, zaś wróciło tylko 10.000. Zgoda nie licował on ze stylem otoczeniem kamieniem i fasad kościelnych, i na tle tego pięknego rynku staromiejskiego z przepysznym renesansowym ratuszem był jakąś obcą, dysharmonijną, brzydką naleciałością. Z chwilą usunięcia pomnika plac Ratuszowy bezwzględnie zyska wiele.

— Pomnik Chopina w Warszawie.

Projekt postawienia w Warszawie pomnika Szopena wyłonił się w Petersburgu w r. 1901 z inicjatywy artystki Adelajdy hr. Brochockiej. Zawiązany komitet specjalny względnie szybko rzecz tę przeprowadził, mimo stawiane ze strony rządu rosyjskiego przeszkody. Rząd ten przede wszystkim postawił za warunek, by inicjatywa ta nie była reklamowana w prasie, a składki zbierane tylko wśród wielbicieli genialnego kompozytora, bez głośniejszej agitacji. Następnie wiele trudności miał komitet budowy pomnika z obraniem miejsca dla monumentu. Za najwłaściwsze uznano park Ujazdowski, lecz tu władza wojskowa postawiła swe veto. Wreszcie trudność tę do pewnego stopnia pokonano. Projekt pomnika wykonał Szymanowski. Przed wybuchem wojny rzecz ta była już tak dalece posunięta, że zamówiono odlew pomnika w Paryżu. Czy odlew ten uskutecznił — niewiadomo. Pod względem finansowym budowa i ustawienie pomnika nie napotykała trudności.

— Wśród stronnictw.

« Ziemia Lubelska » dowiadyuje się z Warszawy:

W dniu 10 lipca złożył Nar. Zw. Rob. wydziałowi wykonawczemu Rady Nar. następujące oświadczenie:

« Zważywszy, że poszczególne stronnictwa, w skład Rady Narodowej wchodzące, uprawiają politykę wolnej ręki, nie odwołując się do opinii wydziału, ani nie usiłując wytworzyć jednolitego na pierwszorzędnej wagi zagadnienia polityki bieżącej — poglądu;

zważywszy dalej, że przeważna część stronnictw Rady Narodowej stworzyła sobie nowy blok w dodatku ze stronnictwem z poza R. N., zaprzeczając tym faktem celowości i potrzeby Rady narodowej, N. Z. R. uważa dalsze współdziałanie na gruncie Rady narodowej za bezprzedmiotowe. (Jak wiadomo, Rada Narodowa jest ugrupowaniem stronnictw aktywistycznych, które miały swych przedstawicieli w ex-Radzie Stanu. — Red. Pol.)

— Nieuczciwi piekarze.

Wydział zaopatrywania miasta Warszawy obliczył, że piekarnie, zamknięte w ostatnim czasie skutkiem nadużyć przy wypieku chleba kartkowego, nie wylegitymowały się do tej pory z przeszło 300 tysięcy funtów mąki, która to ilość wystarcza na wypiek chleba na dwutygodniowy okres. Wydział zawezwał wszystkich tych piekarzy-dłużników do zwrotu w określonym ściśle terminie bądź kartek, bądź mąki, ostrzegając ich, że niespełniający tych żądań ulegną surowej karze. Jednocześnie, na mocy wydanego prawa administracyjnego, piekarze, którzy we właściwym terminie nie załatwią swoich zobowiązań wobec municypalności, podlegną natychmiastowemu aresztowaniu, niezależnie od sądowego zabezpieczenia ich majątku.

Brak 300.000 funtów mąki pochodzi stąd, że nieuczciwi piekarze sprzedawali chleb kartkowy bez kartek po cenie 60 do 65 kop. za funt, oraz że z mąki kartkowej różni piekarze wypiekali chleb tak zwany razowy z rozmaitemi domieszkami, jak z łubinem, trocinami i t. d.

Ci piekarze, naturalnie, nie otrzymawszy od nabywców kartek, nie mogli ich dostarczyć wydziałowi i stąd powstał ów brak.

Jak korzystnym był taki proceder dla nieuczciwych piekarzy, poucza obliczenie następujące:

Piekarze chleb kartkowy sprzedają po cenie 9 kop. za funt i w tej cenie mają już swój zarobek, wynoszący najmniej 20 %. Sprzedając funt tego chleba po 60 kop., piekarz zarabiał 51 kop. oraz ów procent. Zarobek nieuczciwych piekarzy na sprzedaży chleba z mąki kartkowej bez kartek wynosił zatem 153.000 rb., a dodawszy do tego 27.000 rb., jako procent zarobku uczciwego przy sprzedaży po 9 kop. — okaże się, że na takiej manipulacji piekarze zarobili ogółem 180.000 rb., czyli, że na taką sumę wyzyskali najuboższą ludność Warszawy!

— Obławy na brudasów.

« Moment » donosi: « Miejska opieka sanitarna w ostatnich dniach bardzo wzmocniła nadzór nad brudnymi osobami w Warszawie.

« Wszystkich, brudasów zauważonych na ulicy, zatrzymują odrazu i odsyłają do zakładu dezynfekcyjnego, gdzie się ich poddaje przymusowej kąpieli.

« Komisje sanitarne również dokonywują obecnie częstych obław w dzielnicach gęsto zaludnionych i na bazarach, gdzie zatrzymują dziennie po 500-600 osób, dorosłych i dzieci, w celu odesłania ich do zakładu dezynfekcyjnego. »

NOWA PROBA

Nie udało się Niemcom doprowadzić do kompromisu z Polską. Naród nasz odrzucił z dumą możliwość rozstrzygnięcia kwestji polskiej przez akt 5 listopada. Nawet ci z rodaków naszych, którzy ludzili się początkowo, którzy przypuszczali, że porozumienie społeczeństwa polskiego z Niemcami jest możliwem i pożytecznem, i którzy z tej racji wstąpili do Rady Stanu, musieli ustąpić z niej już po kilku miesiącach, widząc jawną złą wolę ze strony władz okupacyjnych niemieckich.

Lewicowi członkowie Rady, jak Kunowski, Jankowski, Sliwiński, Stolarski i Piłsudski, pierwsi zrozumieli, że nadzieje otrzymania drobnych chociażby ustępstw za pośrednictwem Rady są całkiem płonne, i z tego powodu pierwsi podali się do dymisji. Od tej chwili Rada Stanu nie opierała się nawet na połowie społeczeństwa, albowiem prawicy nigdy w niej nie było. Partje prawicowe grupują się wokół *Kola Międzypartyjnego*, które odmówiło w styczniu roku b. wystąpienia swych przedstawicieli do Rady.

Po dymisji członków lewicowych pozostali więc w Radzie głównie konserwatyści, bezpartyjni i przedstawiciele austrofiłskiej *Ligi Państwowości Polskiej*. Jednocześnie doszło do rozdziału w Radzie Narodowej, to jest w grupie stronnictw aktywistycznych, które przed Rewolucją Rosyjską godziły się na wojnę z Rosją, i które wysłały swych przedstawicieli do Rady Stanu opierając jednocześnie swą politykę na akcie 5 listopada. Mianowicie odłączyły się od Rady Narodowej stronnictwa, które pomimo wszystko usiłowały dojść do kompromisu z Państwami Centralnemi, a więc przede wszystkim odpadła *Liga P. P.* Państwowcy utworzyli następnie tak zw. *Centrum Narodowe*, aby móc oprzeć się na nim.

Więc po podaniu się do dymisji lewicowych członków Rady Stanu, sytuacja polityczna w kraju była następująca:

Stronnictwa pasywistyczne ugrupowane w *Kole Międzypartyjnym* stały ciągle na terenie umiarkowania, nie pokładając zaufania w polityce niemieckiej w Polsce.

Rada Narodowa uwolniona od *Ligi P. P.* stała się opozycją przeciw Radzie Stanu. Stronnictwa do Rady Nar. należące są to więc byli aktywiści, którzy przekonali się, że Rada Stanu nie przyznająca się do zjednoczenia opinii polskiej, a wywołuje jedynie właśnie partyjne, niweczając i tak już osłabione siły żywotne narodu.

Pozostaje *Centrum Narodowe*, gdzie rej wodzą państwowowcy. Uważają oni umiarkowanych zwolenników *Kola Międzypartyjnego* za agentów Koalicji, a lewicowców i byłych aktywistów za tchórzów i zaprzędników. Prasa centrum — czyli « G-prasa », jak ją zartobliwie przezwali « Naprzód », — której przedstawicielami są « *Goniec* », « *Głos* » i « *Godzina Polski* », obrzuca swych przeciwników politycznych stekiem wymysłów i zarzutów, nie uznając innych opinii ponad swoje.

Z tego krótkiego szkicu możemy sobie łatwo zdać sprawę, że przed podaniem się do dymisji Rady Stanu, olbrzymia większość społeczeństwa polskiego w Królestwie nie uznawała Rady jako prawowitego rządu polskiego. Zdaniem lewicowców, bezwzględne rozwiązanie Rady Stanu było dla dobra sprawy polskiej konieczne.

Aby podtrzymać swój autorytet mocno zachwiany, Rada zmusiła Studnickiego, członka L. P. P., do podania się do dymisji, albowiem jego obecność i działalność była dla Rady kompromitująca. Lecz był to tylko półśrodek, który miał na celu zyskać na czasie, gdyż dnia 25 sierpnia, na posiedzeniu gremjalnem, Rada Stanu zdecydowała podać się do dymisji. Jednocześnie przedala Rada sąsiedztwo władzę w ręce trójumwratu złożonego z arcybiskupa warszawskiego, Kakowskiego, z byłego marszałka koronnego, Niemojowskiego i z ks. Lubomirskiego, jednego z najwydatniejszych członków *Kola Międzypartyjnego*.

Jedynem wskazaniem na najbliższą przyszłość powinno być zwołanie Sejmu konstytucyjnego, w którego ręce winna być oddana pieczę nad interesami kraju. Jednakże nie tak myślą Państwa Centralne.

Oto prasę zagraniczną obiegają pogłoski o nowej polityce jaką Berlin z Wiedniem zamierzają zainaugurować w Polsce.

Impreza listopadowa się nie udała. Berlin poniósł przeto porażkę, albowiem « państwo 5 listopada » było jego pomysłem. Bethmann-Holweg

wydarł projekt ów umierającemu już Franciszkowi-Józefowi, i doprowadził do jego urzeczywistnienia.

Jednocześnie Niemcy knowali ze Stürmerem i z Protopopowem o zawarcie pokoju oddzielnego z Rosją. Czemu więc mogłoby się skończyć proklamowanie « państwa 5 listopada » w razie gdyby te podziemne manewry Niemców się udały?

Polska dostałaby się znów pod jarzmo caratu, albowiem car łatwo by zapomniał swe obietniczki wolnościowe, a dla Niemców podobne rozwiązanie kwestji polskiej byłoby najpomyślniejsze. Nie leży bowiem w ich interesie ani aneksja Królestwa przez Prusy, ani utworzenie niepodległego Państwa Polskiego.

Los jednak sprawił, że wybuchła Rewolucja Rosyjska, która piekielne plany Niemców pokrzyżowała. Nie chcemy bynajmniej twierdzić, że Rewolucja Rosyjska, była przypadkiem. Przeciwnie — była ona do przewidzenia, lecz mogła wypaść zapóźno. Od chwili upadku caratu plan pruski skazany był na porażkę. Podkreślamy, że jest to zasługa Rewolucji Rosyjskiej, która pomimo wszystko jest dotychczas największym wypadkiem obecnej wojny. Z drugiej strony, Rewolucja opóźniła jednak zgniecenie Niemców i stała się powodem nowych trudności wojskowych i dyplomatycznych dla Koalicji — przynajmniej to z całą otwartością.

Ponieważ polityka Berlina nie przyjęła się na gruncie warszawskim, Niemcy gotowe są do zrezygnowania z kierownictwa polityki państw Centralnych względem Polski, aby przedać je Wiedniowi.

Austria ma podobno przyłączyć do swej korony dawny zabór rosyjski i, wraz z Galicją, utworzyć nowe Królestwo Polskie pod berłem Habsburgów. Polska w tym wypadku weszłaby do monarchji na tych samych warunkach co i Węgry. Cesarz Karol I ma się proklamować królem polskim, a korona polska ma stać się dziedziczną w rodzinie Habsburgów.

Co jednak się stanie z kwestją wojskową? Jak wiadomo, Austro-Węgry mają armję wspólną, więc naturalnie i przyszłe Austro-Polsko-Węgry (co za dziwolaż!) miałyby jedną armję. Innymi słowy nazajutrz po proklamacji monarchji trójpaństwowej, Polacy mogą być mobilizowani do pułków c. k. armji.

Jak widać, cała polityka Państw Centralnych względem Polski kręci się naokoło kwestji « materiału ludzkiego », którego im brak.

Nie jest to jeszcze fakt oficjalny, ale zwrot podobny jest bardzo możliwy. Wszak Habsburgowie oddawna mają zamiar przejęcia na się tradycji Jagiellonów i połączenia pod swym berłem ziem polskich. Gdybyż im się jeszcze udało złączyć wszystkie ziemie polskie, ale to jest formalnie niemożliwe. Prasa niemiecka już sobie rezerwuje « pewne wyrównania pograniczne », a wiadomo, że niemieckie wyrównania mogą sięgnąć aż po Łódź. Wiadomo o nowego Państwa Polskiego weszłaby Galicja i Królestwo Polskie bez Suwalszczyzny i prawdopodobnie bez jego części północno-zachodniej. O Śląsku, o Poznańskiem i o Gdańsku nawet mowy w projekcie tym być nie może. Więc czy wynik podobny może być zadawalającym dla nas Polaków, których program zawiera się w tych dwóch słowach: *Zjednoczona i Niepodległa*?

Jeżeli w istocie nowy « akt » Państw Centralnych do skutku dojdzie, wprowadzi on w umysł polski nowy zamęt, nowe zamieszanie. Na to prawdopodobnie liczą Niemcy. Przeto nie podniecajmy się, nie wszczynajmy dyskusji jałowej i bezsensownej o to, czy należy uważać nowy organ, jaki Austria stworzyć może, za prawowity rząd polski czy nie.

Jest to tylko nowy manewr polityczny ze strony wrogów naszych. Nie zapominajmy, że wszystko, co oni stworzą jest czasowe, i że jedynie Kongres pokojowy rozstrzygnie kwestję niepodległej Polski. A ponieważ na Kongresie owym głos należał będzie do demokracji zachodnich, przeto musimy dbać przedewszystkiem o to, aby w ich oczach się nie skompromitować.

KAZIMIERZ SMOGORZEWSKI.

Wszyscy roczni, półroczni i kwartalni prenumeratorzy **POLONII**, abonament których skończył się z dniem pierwszym września, proszeni są o wniesienie zawczasu przedpłaty, a to celem uniknięcia przerwy w odbieraniu naszego czasopisma.

TREŚĆ ROZMOWY KANCLERZA DR. MICHAELISA Z HR. CZERNINEM

Dr. Michaelis, przybywszy po raz pierwszy do Wiednia, odbył konferencję z hr. Czerninem, którego starał się wszelkimi siłami zjednać dla projektu Mittel-Europę, któraby objęła Niemcy, Austro-Węgry, Polskę, oraz Litwę i Kurlandję. Organizacja Mittel-Europę mogłaby objąć szereg drobniejszych jednostek państwowych, połączonych wspólnymi środkami obrony: wojskiem, marynarką i polityką zewnętrzną. Co do wojska, to każde państwo miało by swoją własną armję, której coroczne uzupełnianie należałoby do danego państwa, również jak i zarządzanie mobilizacji. Tylko dowództwo w czasie wojny byłoby zcentralizowane, również jak i wypowiedzenie wojny wychodziłoby musi z centrum (z Berlina), przyczem wykluczone musiałoby być prowadzenie wojny przez któreś poszczególne państwo wchodzące w skład owej Mittel-Europę. Co do polityki zewnętrznej, to ta musiałaby być jedna i wspólna. Pociągnęłoby to za sobą wspólną także organizację ciała konsularnego, aby poddani wszystkich odnośnych państw, wchodzących w skład Mittel-Europę byli jednakowo zupełnie bronieni poza granicami Mittel-Europę przez odpowiednie organa. Również musiałoby być całkowicie jednolite kierownictwo spraw ekonomicznych, celnych, marynarki handlowej, giełd i handlu zewnętrznego. Te ostatnie dyktasterje musiałoby być zorganizowane i związane wzajemnie, przy zastrzeżeniu możliwej autonomji na wewnątrz. Centralne organa tych związków nie potrzebowałyby być ześrodkowane w jednej i tej samej miejscowości: jedna z nich mogłaby być w Berlinie, druga w Wiedniu, trzecia w Hamburgu, inna w Budapeszcie, i t. d.

Tego rodzaju organizacja nie naruszałaby zgody praw korony w żadnym z państw odnośnych. Wszelkie historyczne i inne prawa pozostałyby całkowicie uszanowane. Również i warunki bytu politycznego tych wszystkich państw nie byłyby w niczem zmienione. Tak samo nie może być mowy o przekraczaniu ze strony Mittel-Europę w życie parlamentarno-polityczne tych państw, jedynie tylko ordynacje wyborcze musiałoby być regulowane na zasadzie wspólnego porozumienia; na wybory do ciał prawodawczych Mittel-Europę nie wywierałaby wszakże żadnego wpływu. W obrębie poszczególnego państwa byłaby zagwarantowana zupełna autonomia językowa w szkolnictwie itp., a nawet i w armjach odnośnych państw.

Wytoczywszy cały ten program, dr. Michaelis oświadczył dalej, że, o ile Austro-Węgry zaakceptują w całości i bez zastrzeżeń ten program, to Niemcy są gotowe zgodzić się na pozostawienie im wolnej ręki w przejęciu sprawy polskiej. Na tej podstawie mogłoby nastąpić połączenie Galicji z Królestwem, jednakże z kategorycznym wyłączeniem zaboru pruskiego i Gdańska. Takiej « Polsce » możnaby przyznać autonomję lub nawet niepodległość *sub auspiciis* Austrii, jednakże pod warunkiem zupełnego kategorycznego sojuszu wojskowego pomiędzy Berlinem, Wiedniem, Budapesztem i Warszawą. Co do granic przyszłej Polski, to ogólna granica od wschodu szłaby mniej więcej linją obecnego frontu. Jednakże Niemcy zastrzegają sobie możność odpowiedniego wydzielenia poszczególnych jednostek państwowych, jak Litwy, Kurlandji, Ukrainy, ewentualnie nawet Białorusi. Blizsze określenie tej strony sprawy nastąpiłoby dopiero później.

Hr. Czernin miał odpowiedzieć na tę propozycję w ten sposób, że dał do zrozumienia, iż zdaje sobie dobrze sprawę, do czegooby to wszystko w gruncie rzeczy doprowadziło: do zupełnego przejścia środka ciężkości do Berlina.

Jest to rzecz niezmiernie wagi dla Austro-Węgier, powinien więc dr. Michaelis niezapominać o tem, że, jeżeli Austro-Węgry będą całkowicie wycięzione wojną, to zmuszone byłyby wyrzec się swych aspiracji antyrosyjskich, a w takim razie przymierze rosyjsko-francusko-austro-węgierskie nie byłoby wcale rzeczą wykluczoną, rezultatem zaś tego byłaby dla Niemiec: « *splendid isolation* ». Nadto Węgry na propozycję takiej Mittel-Europę się nie zgodzą, gdyż nie na to w XIX-ym wieku wyzwoliły się z pod supremacji Wiednia, by teraz podporządkować się Berlinowi.

R.

DYMISJA RADY STANU

(Przebieg wypadków)

Dnia 25 sierpnia pojawił się w rezultacie narad berlińskich między hr. Czerninem a kanclerzem Michaelisem i gen. Lüdendorffem rozkaz gen. Beselera, wyłączający z Legionów «Polski korpus posiłkowy» i oddający go pod komendę austriacką celem wysłania na front.

Tego samego dnia odbyło się posiedzenie Tymczasowej Rady Stanu na którym została ona zawiadomiona przez komisarza rządowego niemieckiego o tem zarządzeniu, motywowanym wyłącznie względami wojskowymi. Komisarz austriacki, bar. Konopka, oświadczył, że od rządu swego nie otrzymał żadnych instrukcji i o całej sprawie dowiedział się dopiero na posiedzeniu. Po wysłuchaniu tych oświadczeń Rada Stanu przerwała swe posiedzenie do godz. 9 wieczorem. W tym czasie odbyły się zebrania grup w Radzie Stanu reprezentowanych, które uchwałyły domagać się ustąpienia Rady Stanu.

Istotnie po podjęciu na nowo posiedzenia Tymczasowa Rada Stanu uchwaliła jednomyślnie złożyć mandat do dyspozycji ks. arcybiskupa Kakowskiego, ks. Lubomirskiego i W. Niemojowskiego, przeznaczonych do mającej powstać «Rady regencyjnej». Dla załatwienia spraw administracyjnych wybrano komisję złożoną z pp. Mikulowskiego - Pomorskiego, St. Bukowieckiego i K. Natansona, oraz Górskiego i Kaczorowskiego jako ich zastępców.

Dymisja Tymczasowej Rady Stanu spowodowała pewne zmiany w zarządzeniach co do Legionów. Wyjaśniono, że na front austriacki odchodzą całe Legiony, Galicjanie i Królewscy, z wyjątkiem tych, którzy odmówili przysięgi i są internowani, dalej, że nie oznacza to zręczenia się planów co do użycia Legionów jako kadrów armji. Dla zapoczątkowania jej tworzenia pozostawiono w Królestwie: 76 oficerów (w tem pułkownicy Berbecki, Januszajtis i Minkiewicz), 204 podoficerów oraz 1.020 żołnierzy.

Zarządzenia te nie zmieniły decyzji Tymczasowej Rady Stanu, która wobec swego manifestu z dnia 15. lipca, mówiącego że «bez zgody Rady Stanu wojsko polskie nie może być użyte na froncie» znalazła się w sytuacji przymusowej. Ułatwiły natomiast rokowania w sprawie utworzenia Rady regencyjnej i rządu. Z trzech kandydatów do Rady regencyjnej Niemojowski urzędu stanowczo nie przyjął, ks. Kakowski waha się, ks. Lubomirski podobno gotów jest urząd przyjąć. Uzależniają jednak ks. Kakowski i ks. Lubomirski swoje stanowisko od trzech warunków:

- 1) Ze Rada regencyjna będzie miała pełne prawa regenta;
 - 2) Ze utworzony będzie rząd polski;
 - 3) Ze Legiony będą nadal kadrami armji.
- Według doniesień pism, rządy okupacyjne są skłonne do daleko idących ustępstw w myśl uchwał zapadłych na posiedzeniu komisji głównej niemieckiego Reichstagu.

Dnia 30 sierpnia odbyło się ostatnie posiedzenie Tymczasowej Rady Stanu w celu oznaczenia kompetencji wybranej komisji administracyjnej. Na posiedzeniu tem złożyli komisarze rządowi wspólne oświadczenie, w którym wyrażają ubolewanie swych rządów z powodu dymisji i wyjaśniają sprawę Legionów w myśl tego, co poprzednio półoficjalnie podały dzienniki.

Zapowiadają w końcu, że «mocarstwa okupacyjne mają nadzieję, że wkrótce powoła się do życia instytucja polityczna, przy pomocy których Polska wejdzie do szeregu państw samodzielných Europy».

B. P.

ZATARG FINLANDZKO-ROSYJSKI

«Gazeta Polska» drukuje poniższy artykuł p. J. Hłaski, który podajemy aby poinformować czytelników naszych o istocie zatargu finlandzko-rosyjskiego:

Jakkolwiek ostatnie wypadki piotrogrodzkie zmieniają warunki, w których rozstrzygać się będzie sprawa stosunku Finlandji do Rosji, to jednak nie od rzeczy zwrócić będzie uwagę na niektóre momenty zatargu, który w ostatnich dniach zeszłego tygodnia zaostriżył się do tego stopnia, że pisma kadeckie przemawiały zaczęły w tonie, jaki w czasie przedrewolucyjnym spotykaliśmy tylko w pismach pravicowych.

Oto, co np. pisały powściągliwe zazwyczaj i umiarkowane *Russkija Wiedomosti* w ostatnia

POLEGLI

Lista wolontariuszów polskich, którzy padli na polu chwały, powiększa się ciągle.

Oto znów dowiadujemy się o śmierci czterech z pośród nich.

Wolontariusz **Paweł Miński** poległ pod fortem Douaumont jeszcze dnia 22 maja 1916 roku, podczas bohaterskiego ataku 5 dywizji pieszej, pod wodzą gen. Mangin, kiedy Francuzi odebrali Niemcom fort ów po raz pierwszy. Miński należał do 129-go pułku piechoty linowej.

Wolontariusz **Henryk Potalski** został zabity dnia 14 września 1916 roku. Dotychczas nie wiemy jeszcze w jakim miejscu frontu poniósł on śmierć.

Wolontariusz **Wawrzyniec Zbierada** z 18 pułku Artylerji, został zabity dnia 6 stycznia 1917 roku przez granat niemiecki, kiedy wraz z kilkoma towarzyszami niósł amunicję dla baterji minomiotów, do której należał.

Wreszcie donoszą nam o śmierci wolontariusza **Alberta Światowca**, który padł podczas ostatniej ofensywy francuskiej 20 sierpnia pod Verdun. Jak wiadomo w ofensywie tej wziął udział Pułk Marszowy Legji Cudzoziemskiej, a więc być może, że i inni wolontariusze nasi polegli w dnia tego. Choć znaczna część znajdowała się już w obozie Armji Polskiej.

Cześć pamięci poległych rodaków, którzy nie doczekali się tej chwili radosnej, kiedy żołnierz polski pod narodowymi kolorami walczył będzie!

sobotę: «Finlandzcy przeceniają widocznie słabość Rosji. Złe robią!.. Bezsprzecznie, rewolucja nie wytworzyła dotądładu i silnej władzy, bezsprzecznie, wiele jest sił odśrodkowych w Rosji, wiele objawów anarchji i dezorganizacji we wszystkich dziedzinach naszego życia państwowego. Ale mocną jest jeszcze łączność państwa i lud może jeszcze wykazać nieoczekiwaną energję.»

Finlandczyków podejrzewa się o chęć całkowitego oderwania się od Rosji, o sympatje dla Niemiec i t. d., o ile słusznie. trudno to z oddali ocenić. Jawne żądania Finlandczyków bynajmniej tak daleko nie idą i oceniane są przez pisma kadeckie tak szeroko być może dlatego, że wogóle w zatargu z socjalistami chcą oni na plan pierwszy wysunąć sprawy autonomizacji narodowościowe, w których, ich zdaniem, socjaliści za mało dbają o państwowe interesy Rosji. Rozdrażnienie kadetów wywołują dwie sprawy, a mianowicie rozważany przez Sejm finlandzki projekt rozszerzenia kompetencji Sejmu i sprawa pożyczki walutowej dla Rosji.

Przebieg sprawy pierwszej tak się w głównych zarysach przedstawia. Rewolucja rosyjska przywróciła Finlandji jej ustrój konstytucyjny, uznając za nieważne akty wbrew niej przez władze rosyjskie wydane. Pozostało jednak nierozstrzygnięciem pytanie, do kogo przechodzą rozległe prawa, jakie konstytucja owa przyznawała władzy monarszej. Według poglądu Rosji, przechodzą one do narodu rosyjskiego, a więc w sprawach bieżących do mającego na papierze «pełnię władzy» Rządu Tymczasowego, w sprawach zasadniczych do konstytuanty. Jest to poniekąd rozwinięciem poglądu Stołypina, który utrzymywał, że z chwilą, gdy monarcha rosyjski zaczął z udziałem ciał przedstawicieli, te ostatnie nabrały prawa decydowania w sprawach finlandzkich.

Przeciwnie Finlandzcy trzymają się tego zdania, że przyznawane przez konstytucję finlandzką rozległe prawa monarsze w dziedzinie zarządu i ustawodawstwa przysługiwały mu, jako wielkiemu księciu finlandzkiemu. Z chwilą, kiedy panującego niema, prawa te przechodzą do Sejmu. Powołują się przytem na dawne ustawy z czasów szwedzkich o stanie bezkrólewia (interregnum), co ściągają na Finlandczyków zarzut, że są zwolennikami monarchji. Mimo rozpowszech-

nienia w Finlandji tego poglądu, w marcu r. b. nowo mianowany przez rewolucję Senat finlandzki miał pogląd rosyjski, że prawa monarchy przeszły do rosyjskiego Rządu Tymczasowego, uzyskał natomiast od niego przyrzeczenie przeniesienia części tych praw już to na Senat finlandzki, już to na generał-gubernatora.

Rząd Tymczasowy drugiego powołania poszedł dalej od pierwszego w tem przelaniu swych praw i tak rozszerzony projekt wniesiony został do sejmu. Socjalistyczna większość tego ciała zmieniła zasadniczo projekt, rozszerzając prawa Sejmu i postanowiła projekt ten po uchwaleniu nie przedkładać Rządowi Tymczasowemu do zatwierdzenia. Ministrowie rosyjscy zarówno z obozu kadetów, jak i socjalistów nie godzą się z tem nieprzedkładaniem projektu do zatwierdzenia, jako z zaprzeczeniem zwierzchnich praw Rządu Tymczasowego. Co do treści natomiast nowego projektu, to ministrowie socjaliści uważają, że nie stoi ona w sprzeczności z zasadniczymi interesami Rosji, zasadzającymi się na bezpieczeństwie pod względem wojennym Piotrogradu, zatoki fińskiej i kolei murmańskiej, natomiast ministrowie-kadeci poczytują treść projektu za faktyczne ogłoszenie niepodległości Finlandji.

Zasadniczy artykuł pierwszy tego projektu brzmi: «Sejm finlandzki postanawia, zatwierdza i wprowadza w życie ustawy Finlandji. Rozstrzyga wszystkie sprawy finlandzkie, decydowane uprzednio przez cesarza i wielkiego księcia finlandzkiego na mocy istniejących ustaw. Ustawa niniejsza nie dotyczy spraw polityki zagranicznej oraz spraw wojskowego ustawodawstwa i zarządu. Sejm zbiera się na sesje zwyczajne bez specjalnego zwoływania i sam określa trwanie sesji. Aż do wytworzenia nowej formy rządów, Sejmowi przysługują prawa wyznaczania nowych wyborów i rozwiązywania Sejmu. Sejm mianuje władzę wykonawczą. Wyzsza władza wykonawcza należy czasowo do departamentu gospodarczego Senatu finlandzkiego, którego członków Sejm mianuje i usuwa.»

Wiceprezes senatu, Tokoj, utrzymuje, że treść projektu stanowi finlandzka «niezależność wewnętrzna», nie zaś niepodległość i dodaje, że Finlandzcy na kongresie pokojowym domagać się będą międzynarodowego poręczenia swego ustroju. Istotnie, niepodobna nazwać niepodległością takiego ustroju, w którym państwo zrzeka się tak podstawowych praw, jak polityki zagranicznej i armji. Ale *Riecz* odpowiada na to, że projekt powyższy usuwa z Finlandji wszelką władzę rosyjską i Sejm może w każdej chwili przyznać sobie prawo do stanowienia również o polityce zagranicznej i wojsku.

Oburzenie na Finlandczyków jest w prasie rosyjskiej bardzo silne. Mówi się o niegodności Finlandczyków, oskarża się ich, że nie dbają o interesy rewolucji, nie mają ufności do Rosji, wymierzają Rosji policzek i zamierzają ją zdradzić.

Najpoważniejsi nawet politycy wyrażają się bardzo ostro. W. Makłakow powiada, że Finlandzcy dopuszczają się zbrodni zdrady Rosji. Członek centralnego Komitetu partji K. D. Nabokow, powiada, że nie cały naród finlandzki pragnie niepodległości, ale tylko pewne partje w widokach własnych (*sic!*). Członek Komitetu centralnego stronnictwa ludowo-socjalistycznego, Miakotin, utrzymuje, że wszczynając sprawę w czasie wojny, Finlandja staje się niejako sprzymierzeńcem Niemców, i t. d.

Co się tyczy wreszcie sprawy pożyczki, to rosyjski Rząd Tymczasowy porzuca pieniądze finlandzkie dla wyżywienia armji konstytucyjnej w Finlandji, a nie chcąc wydawać resztek zapasu złota pragnie zmusić skarb finlandzki do udzielenia pożyczki. Sejm na proponowane warunki się nie godzi i wywołuje to nowe oburzenie w Rosji. Dodać jednak należy, że p. Czelnuchan w n° 159 *Utra Rossji* przyznaje rację Finlandczykom.

«Niebogaty skarb fiński — pisze on — pożyczyl już Rosji za rządów carskich kilkaset milionów marek i nowa 350 milionowa pożyczka jest dla niego specjalnie uciążliwa, w razie zaś strat na kursie rubla wprost rujnująca. Tymczasem straty te w warunkach pożyczki, zaprojektowanych przez Szyngarewa, są nieuniknione. Według nich skarb fiński otrzyma za marki ruble według kursu bieżącego. Ponieważ dalszy spadek kursu rubla jest nie do uniknięcia, przeto pożyczka przyczyniłaby skarbowi finlandzkiemu znaczny uszczerbek. Zgodzić się na pożyczkę Szyngarewa byłoby równoznacznem z podpisaniem wyroku śmierci na skarbie fiński, czego sejm uczynić nie mógł i nie był powinien.»

NEKROLOGJA

Ś. p. Antoni-Franciszek Rummel.

Z Piotrogradu dochodzi nas bolesna wiadomość o nagłym zgonie ś. p. Antoniego-Franciszka Rummla zmarłego 1-szego sierpnia w Finlandji.

Śmierć ta robi wielką pustkę w szerokich sferach kolonii polskiej w Piotrogradzie.

Ś. p. Antoni-Franciszek Rummel był jedną z najwybitniejszych jej postaci. Zajmował on nader poważne stanowisko w przemyśle, któremu poświęcił się jeszcze w kraju, zanim wyjechał do Rosji. Przed laty założył był w Warszawie dom komisowy, który pod firmą Rummel i Leśnik egzystował jeszcze w chwili wybuchu wojny. Później był długoletnim współwłaścicielem fabryki « Syrena ».

Powołany do zarządu jednego z większych zakładów przemysłowych na południu Rosji, ś. p. Antoni-Franciszek Rummel zajął wkrótce w przemyśle rosyjskim wybitne stanowisko. Założył on razem z niezłym obecnie inżynierem Jasiukowiczem pierwszy w Rosji syndykat metalurgiczny znany powszechnie pod nazwą « Prodamety », którego był długoletnim dyrektorem. Na stanowisku tem zmarły położył ogromne zasługi. W chwili, gdy przemysł metalurgiczny w Rosji przeżywał kryzys poważny, potrafił on należycie pokierować produkcją kilkudziesięciu najpoważniejszych fabryk żelaza, ratując wiele z nich od zguby ostatecznej. W ostatnich latach ś. p. Antoni-Franciszek Rummel wycofał się z zarządu « Prodamety », przyjmując na siebie przedstawicielstwo kilku poważnych fabryk z Królestwa i południa Rosji. Marzeniem jego było wrócić z czasem do wolnej i niepodległej Polski i poświęcić resztę lat swych dla przemysłu krajowego.

Od chwili wybuchu wojny oddał się gorąco pracy społecznej, poświęcając jej wszystkie wolne chwile. Gdy powstały wojenne komitety przemysłowe, powołany został na stanowisko prezesa wydziału materialnego Centralnego Komitetu Przemysłowego w Piotrogradzie. Stanowisko to piastował aż do śmierci.

Biorąc żywy udział w wypadkach chwili obecnej, ś. p. Antoni-Franciszek Rummel oddawał się całą duszą najróżnorodniejszym obowiązkom społecznym, które zawsze chętnie na siebie przyjmował. Gdziekolwiek sprawy społeczne tego wymagały, śpieszył wszędzie z gotowością. Czuły na cudzą biedę nie odmawiał nikomu swej pomocy, popierając chętnie usiłowania młodych pracowników na drodze ku zdobyciu sobie stanowiska. Był bardzo lubiany wśród swych podwładnych. To też z prawdziwym żalem przyjęli oni bolesną wiadomość o jego zgonie.

Zmarły pozostawił żonę, Felicję z Hermanów, i dwóch dorosłych synów, którym wraz z całą rodziną, pogrążonej w ciężkim smutku, zasyłamy wyrazy serdecznego współczucia.

Ś. p. ks. kanonik Paweł Staniewicz.

Po długich cierpieniach zakończył w Piotrogradzie żywot doczesny ś. p. ks. Paweł Staniewicz, kanonik honorowy kapituły wileńskiej, dziekan i proboszcz z Brześcia Litewskiego, przeżywszy lat 47.

Zmarły kapłan, urodzony w Kowieńszczyźnie w r. 1870, wyświęcony został w roku 1895 na kapłana przez ks. biskupa Symona, w tymże roku przybył do Brześcia i tu pracował bez przerwy lat 20, z początku w charakterze wikarego i prefekta szkół miejscowych, a następnie proboszcza i dziekana. Parafia Brzeska, licząca do ostatnich czasów z górą 10 tysięcy wiernych, a obejmująca przestrzeń kilkudziesięciu wiorst, bardzo dużo mu zawdzięcza. Odnowił wspaniałe obszerny kościół parafjalny, uporządkował emmentarze kościelne. Dbał zawsze o wykład religijny w szkołach i szkółkach, o katechizację dzieci katolickich z dalekich wsi, które to dzieci nieraz całymi tygodniami żywił i karmił na plebanji, ucząc jednocześnie katechizmu.

Powiat bialski, guberni siedleckiej, graniczący z Brześciem, jak wiadomo do roku 1905 liczył największą ilość t. zw. « opornych unitów » i zaledwie tylko dwa kościoły parafjalne, bo 7 kościołów katolickich było zamkniętych. To też znaczna część unitów korzystała potajemnie z posług religijnych w Brześciu. Ks. Staniewicz zostawił pod tym względem piękne wspomnienie.

Pokój jego duszy i cześć jego pamięci!

KRONIKA PARYSKA

◊ Likwidacja przemysłu francuskiego w Zagłębiu Dąbrowskim.

Na gruncie Zagłębia interesują się obecnie sfery górniczo-przemysłowe rozporządzeniem, dotyczącym likwidacji przedsiębiorstw francuskich. Jeżeli rozporządzenie to przyczyniłoby się do przymusowej sprzedaży owych przedsiębiorstw, dotyczyłoby ono przede wszystkim kopalni Czeladź, Towarzystwa Franko-Ruskiego, hr. Renard, Tow. Francusko-Włoskiego, kopalni « Flora », Tow. Sosnowieckiego, Zakładów Metalurgicznych Huta Bankowa, Hulschiński'skiego i Tow. Nowo-Radomskiego. Oprócz tych przedsiębiorstw, również i w innych jest zaangażowany kapitał francuski.

Prawie wszystkie te przedsiębiorstwa posiadają również i polskie kapitały, nieraz nawet w wysokich udziałach.

Rozporządzenie, dotyczące likwidacji przypomina rozporządzenie podobnej treści, ogłoszone dla terytorjum Rzeszy niemieckiej, jako odwet za analogiczne rozporządzenia Koalicji.

Polskie sfery przemysłowe, a przede wszystkim Tow. Przemysłowców Król. Polskiego, zainteresowane żywo tą sprawą, poczyniło odpowiednie starania, aby władze uwzględniły potrzeby przemysłu polskiego i czysto polskich interesów przed wykonaniem wymienionego rozporządzenia.

Pożądane jest, aby przedsiębiorstwa te mogły być nabyte przez przyszły Skarb polski, co przyczyniłoby się wydatnie do wzmocnienia bogactwa narodowego.

Należy żywić nadzieję, że odnośne czynniki w naszym kraju zainteresują się żywo tak ważną sprawą dla przemysłu i gospodarstwa narodowego, a na razie przynajmniej uzyskają od władz odpowiednie modyfikacje w tekście wydanych rozporządzeń.

◊ Wiadomości Żołnierskie.

Wolontariusz Stanisław Steinkeller, bajonczyk, który został ranny w nogę podczas ataku 9 maja 1915 roku pod Arras, i który dostał się do niewoli niemieckiej, donosi nam, że nareszcie jest w Szwajcarii, gdzie zostanie internowany.

Winszujemy serdecznie druhowi naszemu tak pomyślnego wyniku.

◊ Odpowiedzi na listy.

« Polonia » zawiadamia wszystkich swych łaskawych korespondentów, zasypujących ją zapytaniami w sprawach osobistych, że nadal odpowiadać będzie jedynie na listy, zaopatrzone w markę na odpowiedź (15 cts).

Książki polskie, nowe i używane, różnej treści, nabywa Administracja « Polonii ».

Można nabyć w Administracji POLONII :

- 1) Podręcznik do nauki języka francuskiego, cena, 2 fr.; z przesyłką, 2 fr. 20.
- 2) Album Polaków w Armji Francuskiej, cena, 4 fr.; z przesyłką, 4 fr. 50.
- 3) Francja i Polska w przestrzeni wieków, 5 fr.; z przesyłką, 5 fr. 50 (zagr. 6 fr.).
- 4) Znaczek polski z białym orłem, 3 fr. z przesyłką; zagranicą, 3 fr. 50;
- 5) Szpilka z orzełkiem, 2 fr. 50 z przesyłką; zagranicą, 3 fr.
- 6) Odkrytki narodowe polskie, różne, tuzin, 1 fr.; z przesyłką, 1 fr. 25.
- 7) La France pour la Pologne (ankieta) 4 fr.; z przesyłką, 4 fr. 50.
- 8) La Petite Encyclopédie Polonaise, 5 fr.; z przesyłką, 5 fr. 50.
- 9) La Pologne Immortelle, 3 fr. 50; z przesyłką, 4 fr.
- 10) Nalepki z orzełkiem polskim dla propagandy, 1 fr. 50 tuzin; z przesyłką, 1 fr. 65.
- 11) Podręcznik do nauki języka polskiego dla Francuzów, cena, 3 fr. 50; z przesyłką, 3 fr. 90; oprawy 5 fr.; z przesyłką, 5 fr. 40.

W druku :

Śpiewnik narodowy z nutami i Książka do nabożeństwa.

MAGAZYN
KUŚNIERSKI

CHARLES

39, rue de Moscou, 39
Pierwszorządne modele paryskie
Ceny Umiarkowane

Bronzy do oświetlenia elektrycznego
GAZOWE LAMPY — INSTALACJE
A. BOUILLON
112, Boulevard de Belleville, 112 — PARIS

BIENENFELD JACQUES

KUPIJE : PERŁY, — DROGIE KAMIEŃ
— BIŻUTERIE OKAZYJNE —

PARYŻ, 62, rue Lafayette, 62
Téléph: CENTRAL, 90-10

MADRYD, 11 & 12, Puerta del Sol

ANTIQUITÉS ET OBJETS D'ART

J. BAUER

ACHAT — VENTE — ÉCHANGE
37, rue des Martyrs — PARIS

• FUTRA — WYROBY FUTRZANE •
REPARACJE — PRZERÓBK

S. BESTER

• 4, rue Richer, 4 — PARIS •

MARCELI BARASZ

88, RUE DAMRÉMONT,
PARIS

wydawnictwo kart
pocztowych, bromo-
wych — studjów akade-
mickich; próby wysyła
za zaliczeniem.

WIELKIE ZAKŁADY
— OGRODNICZE —

(Właściciel : **Edm. DENIZOT**)

polecają :

WSZELKIE DRZEWA OWOCOWE,
OZDOBNE, FORMOWANE, etc.

Cenniki na żądanie darmo i oplatnie

Adres: **E. DENIZOT**

Grandes Pépinières — MEAUX

(Seine-et-Marne)

FOURRURES & PELLETERIES

E. FISCH

48, rue Grenéta — PARIS

Librairie GARNIER Frères

6, Rue des Saints-Pères, Paris (VII^e)

Słownik Francusko-Polski, z podaniem sposobu wymawiania, zawierający wyrazy potoczne, niezbędny w podróży, tom oprawny w płótno miękkie, 32^e. 2 fr.

Słownik Polsko-Francuski, z podaniem sposobu wymawiania, zawierający wyrazy potoczne, niezbędny w podróży, tom oprawny w płótno miękkie, 32^e. 2 fr.

Dwa wymienione słowniki, oprawne w jeden tom, wyczerpane. 4 fr. 50 cent.

Wysyłka pocztą za dopłatą 10 0/0.
Do nabycia we wszystkich księgarniach i w Administracji « Polonii ».

LE GÉRANT : P. NEVEU

PARIS. — IMP. LEVÉ, 71, RUE DE RENNES.